



Recueil officiel des lois fédérales

N° 49 17 décembre 1996

- 3096 Adaptation des valeurs seuils des marchés publics
- 3097 Bureau central national INTERPOL Suisse
- 3099 Service d'identification de l'Office fédéral de la police
- 3101 Système provisoire de traitement des données relatives à la protection de l'Etat (Ordonnance ISIS)
- 3102 Commission fédérale de sport
- 3106 Registre foncier
- 3111 Casier judiciaire
- 3113 Exigences minimales des examens pour l'obtention des diplômes I et II de maître d'éducation physique
- 3114 Indemnités des cours de perfectionnement pour l'enseignement de la gymnastique et des sports
- 3115 Jeunesse + Sport (OJ + S)
- 3116 Organisation et tâches de l'Ecole fédérale de sport de Macolin
- 3117 Acquisition et port d'armes à feu par des ressortissants turcs
- 3118 Acquisition et port d'armes à feu par des ressortissants yougoslaves
- 3119 Responsabilité civile en matière nucléaire (ORCN)
- 3120 Ordonnance concernant la pharmacopée
- 3121 Qualifications des spécialistes de la sécurité au travail
- 3133 Assurance-invalidité (RAI)
- 3139 Assurance-maladie (OAMal)
- 3143 Allocations de renchérissement aux rentiers de l'assurance-accidents obligatoire. O 97
- 3145 Ordonnance sur les droits de douane en matière agricole (ODDAg)
- 3244 Prix de vente du blé indigène
- 3245 Contribution versée par la Confédération pour la laine indigène de la tonte d'automne 1996
- 3246 Errata: Ordonnance concernant les conditions minimales de reconnaissance des écoles supérieures de droguerie

Ordonnance sur l'adaptation des valeurs seuils des marchés publics

du 19 novembre 1996

Le Département fédéral de l'économie publique,

vu l'article 6, 2^e alinéa, de la loi fédérale du 16 décembre 1994¹⁾ sur les marchés publics (loi);

en accord avec le Département fédéral des finances,

arrête:



Article premier Adaptation des valeurs seuils

Les valeurs seuils, aux termes de l'article 6, 1^{er} alinéa, de la loi, se montent pour l'année 1997 à:

- a. 248 950 francs pour les fournitures;
- b. 248 950 francs pour les services;
- c. 9,575 millions de francs pour les ouvrages;
- d. 766 000 francs pour les fournitures et les services qui se rapportent à un adjudicateur désigné à l'article 2, 2^e alinéa, de la loi et pour les marchés que les services des automobiles de l'entreprise des PTT passent dans le cadre de l'activité qu'ils exercent en Suisse dans le domaine du transport de personnes.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

19 novembre 1996

Département fédéral de l'économie publique:
Delamuraz



N38887

RS 172.056.12

¹⁾ RS 172.056.1; RO 1996 508

Ordonnance concernant le Bureau central national INTERPOL Suisse

Modification du 2 décembre 1996

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

L'ordonnance du 1^{er} décembre 1986¹⁾ concernant le Bureau central national INTERPOL Suisse est modifiée comme suit:

Remplacement d'expressions

Aux articles 13, 1^{er} et 2^e alinéas, 14, 2^e et 3^e alinéas, et 15, 1^{er} alinéa, le terme «Bureau central suisse de police» est remplacé par «Office fédéral de la police».

Art. 1^{er}, 2^e al.

² La section Interpol de l'Office fédéral de la police assure les tâches du BCN, en collaboration avec la section Service d'identification et la division Offices centraux.

Art. 8, titre médian, 1^{er} et 2^e al.

Casier judiciaire informatisé (VOSTRA-PS)

¹ Le BCN est relié au système provisoire de traitement des données du casier judiciaire «VOSTRA-PS» de l'Office fédéral de la police.

² *Abrogé*

Art. 17, 2^e al.

² La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987 et a effet jusqu'au 30 juin 1998.

¹⁾ RS 172.213.56

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

2 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38880



Ordonnance concernant le Service d'identification de l'Office fédéral de la police

Modification du 2 décembre 1996

L.e. Conseil fédéral suisse

arrête:

I

L'ordonnance du 1^{er} décembre 1986¹⁾ concernant le Service d'identification de l'Office fédéral de la police est modifiée comme suit:

Art. 2 Subordination

Le Service d'identification est une section de la division Services spéciaux de l'Office fédéral de la police.

Art. 4, 1^{er} et 2^e al.

¹ Le Service d'identification compare avec les données contenues dans ses propres fichiers les empreintes digitales et les traces relevées sur les lieux de délits, qui lui sont fournies par les autorités suisses ou étrangères de poursuite pénale. Les empreintes digitales et les traces relevées sur les lieux de délits peuvent être transmises électroniquement.

² Le Service d'identification communique le résultat de ses travaux de comparaison aux seules autorités concernées.

Art. 9, 1^{er} al., let. a

¹ Les données mémorisées dans AFIS sont radiées:

- a. A la demande des autorités qui les avaient fournies;

Art. 10 Partenaires et but

¹ Le Service d'identification de même que la division Offices centraux et la section Interpol de l'Office fédéral de la police, sont reliés au système informatisé «Index central des dossiers» (ZAN).

² ZAN renseigne sur les données et dossiers qui sont traités par la division et les sections concernées.

¹⁾ RS 172.213.57

Art. 11, 1^{er} al., première phrase, et 2^e al.

¹ Les utilisateurs de ZAN sont les fonctionnaires de la division et des sections concernées. . . .

² Les fonctionnaires de la section des extraditions et de la section de l'entraide judiciaire internationale auprès de l'Office fédéral de la police, comme ceux du Ministère public de la Confédération, peuvent retirer les données enregistrées au ZAN, pour autant qu'elles sont nécessaires à l'exécution de leurs tâches.

Art. 13, let. b

Sont enregistrées dans ZAN les données de personnes qui ont été:

- b. Signalisées directement par le Service d'identification ou par l'Office fédéral des réfugiés;

Art. 15, 1^{er} et 3^e al.

¹ Toute personne peut demander à l'Office fédéral de la police des renseignements sur les données la concernant qui sont mémorisées au Service d'identification.

³ Quiconque demande des renseignements doit adresser une requête écrite à l'Office fédéral de la police et l'accompagner d'une pièce de légitimation officielle (passeport, carte d'identité, permis de conduire).

Art. 18 Données mémorisées dans ZAN: Droit d'accès, droit à la rectification ou à la radiation

Le droit d'accès, le droit à la rectification ou à la radiation des données enregistrées dans ZAN sont régis par les dispositions légales sur lesquelles le traitement des données s'est fondé.

Art. 19

Abrogé

Art. 23, 3^e al.

³ Sa validité est prorogée jusqu'au 30 juin 1998.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

2 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz
Le chancelier de la Confédération, Couchepin

Ordonnance
sur le système provisoire de traitement des données
relatives à la protection de l'Etat
(Ordonnance ISIS)

Modification du 2 décembre 1996

Le Conseil fédéral suisse
arrête:

I

L'ordonnance ISIS du 31 août 1992¹⁾ est modifiée comme suit:

Préambule, 2^e paragraphe

vu l'article 24, 1^{er} alinéa, lettre b, de la loi fédérale sur la protection des données²⁾;

Art. 24, 2^e al.

² Sa durée de validité est prorogée jusqu'au 31 décembre 1999.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

2 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz
Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38889

¹⁾ RS 172.213.60

²⁾ RS 235.1

Ordonnance concernant la Commission fédérale de sport

du 13 novembre 1996

Le Département fédéral de l'intérieur,

vu les articles 40 à 48 de l'ordonnance du 21 octobre 1987¹⁾ concernant l'encouragement de la gymnastique et des sports,

arrête:

Section 1: Dispositions générales

Article premier Statut

La Commission fédérale de sport (CFS) est une commission extra-parlementaire au sens de l'ordonnance du 3 juin 1996²⁾ sur les commissions.

Art. 2 Nomination

¹ La CFS peut présenter au Département fédéral de l'intérieur (département) des propositions concernant la nomination de ses membres.

² Elle nomme les présidents, vice-présidents et membres des sous-commissions.

Art. 3 Organisation

¹ Afin de s'acquitter de ses tâches, la CFS dispose:

- a. du bureau;
- b. des sous-commissions;
- c. de la Conférence des présidents des sous-commissions;
- d. des délégués;
- e. des groupes de projet.

² La CFS fixe les détails de son organisation dans un règlement ad hoc.

Art. 4 Indemnités

Le président de la CFS reçoit une indemnité annuelle.

RS 172.327.4

¹⁾ RS 415.01

²⁾ RS 172.31; RO 1996 1651

Art. 5 Frais, comptabilité

¹ Les frais de la CFS, y compris ceux des membres des sous-commissions et des groupes de projet, sont réglés par des crédits de l'Ecole fédérale de sport de Macolin (EFSM).

² La comptabilité de la CFS est gérée par l'EFSM.

Art. 6 Compte rendu

La CFS rend compte à l'attention du département des priorités et des objectifs, des activités, de la planification financière et du développement des constructions de l'EFSM.

Art. 7 Information du public

La CFS informe le public au moins deux fois l'an des travaux en cours les plus importants.

Section 2: Sous-commissions**Art. 8** Sous-commission Ecole et formation

¹ La sous-commission Ecole et formation prépare en particulier les dossiers suivants à l'attention de la CFS:

- a. élaboration des manuels d'éducation physique à l'école;
- b. organisation de la conférence annuelle des responsables cantonaux du sport à l'école (CRSE);
- c. suivi technique des cours de perfectionnement et manifestations de l'Association suisse d'éducation physique à l'école ainsi que de la Conférence des directeurs des instituts universitaires de sport;
- d. coordination de la formation des enseignants chargés d'enseigner l'éducation physique à l'école primaire;
- e. coordination et surveillance de la formation des candidats à un diplôme fédéral de maître d'éducation physique;
- f. détermination des exigences requises pour les examens du diplôme fédéral de maître d'éducation physique;
- g. encouragement de l'éducation physique et coordination de la formation et du perfectionnement des enseignants des écoles professionnelles;
- h. information concernant la situation de l'éducation physique dans les écoles professionnelles.

² Elle est composée de représentants de l'école, des écoles professionnelles, des universités, des écoles normales, des associations professionnelles, des institutions ainsi que d'autres spécialistes. Elle compte 17 membres au plus.

³ L'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail participe aux travaux de la sous-commission en tant qu'organe technique.

⁴ Les deux vice-présidents sont membres de la CFS.

Art. 9 Sous-commission Recherche

¹ La sous-commission Recherche prépare en particulier les dossiers suivants à l'attention de la CFS:

- a. encouragement et coordination de la recherche scientifique dans le domaine du sport en Suisse;
- b. activité d'assistance-conseil auprès de l'Institut des sciences du sport de l'EFSM.

² Elle est composée de représentants des universités, de la conférence des directeurs des instituts universitaires de sport, de la conférence universitaire suisse ainsi que d'autres spécialistes. Elle compte quinze membres au plus.

Art. 10 Sous-commission Sport des adultes

¹ La sous-commission Sport des adultes prépare en particulier les dossiers suivants à l'attention de la CFS:

- a. avis sur l'utilisation des subsides de la Confédération alloués aux cours des fédérations de gymnastique et de sport;
- b. avis sur les questions fondamentales ayant trait au sport populaire et au sport des aînés.

² Elle est composée de représentants de l'Association Olympique Suisse, des fédérations de gymnastique et de sport ainsi que d'autres spécialistes. Elle compte sept membres au plus.

Art. 11 Sous-commission Jeunesse + Sport

¹ La sous-commission Jeunesse + Sport (J + S) prépare en particulier les dossiers suivants à l'attention de la CFS:

- a. observation de la mise en pratique de la Conception J + S;
- b. observation de la formation des jeunes dans les cours de branche sportive;
- c. avis sur les questions de formation et de perfectionnement des moniteurs et des cadres.

² Elle est composée de spécialistes familiers de l'institution J + S. Elle compte onze membres au plus.

Section 3: Dispositions finales**Art. 12** Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du 30 janvier 1989¹⁾ concernant l'organisation et les tâches de la Commission fédérale de sport est abrogée.

¹⁾ RO 1989 303

Art. 13 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

13 novembre 1996

Département fédéral de l'intérieur:
Dreifuss

N38870

Ordonnance sur le registre foncier

Modification du 2 décembre 1996

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

L'ordonnance du 22 février 1910¹⁾ sur le registre foncier est modifiée comme suit:

Titre

Adjonction de l'abréviation (ORF)

Art. 13, 4^e al.

⁴ En cas d'urgence, les autorités et les tribunaux peuvent requérir l'annotation d'une restriction du droit d'aliéner ou d'une inscription provisoire (art. 960, 1^{er} al., ch. 1 et 2, art. 961, 1^{er} al., ch. 1, CC), ainsi que la mention d'un blocage du registre foncier (art. 80, 6^e al.) ou des mesures mentionnées à l'article 80, 9^e alinéa, par téléphone ou par communication informatique. La réquisition écrite doit suivre immédiatement. La réquisition est portée au journal avec la date et l'heure de la communication téléphonique ou informatique.

Art. 13a, 1^{er} al., let. a

¹ Les pièces justificatives contiennent les indications suivantes, relatives aux personnes du disposant et de l'acquéreur:

- a. Pour les personnes physiques: le nom, au moins un prénom écrit en toutes lettres, la date de naissance, le domicile, le lieu d'origine ou la nationalité, ainsi que l'indication que la personne est mariée ou non.

Art. 18, 1^{er} al., let. a, c, e et f et 3^e al.

¹ Si l'inscription au registre foncier a un effet constitutif (art. 656, 1^{er} al., CC), les pièces justificatives à produire pour le transfert de la propriété sont:

- a. En cas de convention de droit privé: un acte authentique ou un contrat dans la forme prescrite par le droit fédéral;

¹⁾ RS 211.432.1

- c. En cas d'exécution d'un legs: une copie certifiée conforme de la disposition pour cause de mort, une déclaration constatant l'acceptation du légataire ainsi qu'une déclaration constatant le consentement des héritiers ou l'acte de délivrance remis par l'exécuteur testamentaire;
- e. En cas de traité international ou de contrat de droit administratif passé entre des organismes indépendants de droit public sur le transfert d'immeubles du patrimoine administratif: une copie certifiée conforme du traité ou du contrat;
- f. En cas de décision d'une autorité administrative: la décision entrée en force.

³ Les pièces justificatives à produire peuvent ne mentionner que les données nécessaires au transfert de propriété.

Art. 20, 2^e al.

Abrogé

Art. 31, 4^e al.

⁴ Le représentant d'une communauté héréditaire, l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur d'une communauté de propriétaires par étages peuvent figurer comme observation dans la rubrique «propriété», avec leur nom et leur fonction. Sont traitées de la même façon la saisie d'une part de propriété commune ou d'autres restrictions de même nature.

Art. 53, 2^e à 7^e al.

² Le titre de gage doit être dressé conformément au modèle établi par l'Office chargé du droit du registre foncier et du droit foncier. Il contient au moins les indications suivantes:

- a. La désignation de cédule hypothécaire ou de lettre de rente ainsi que l'indication du créancier ou l'indication que le titre est établi au porteur;
- b. La date de l'inscription du droit de gage et la référence de la pièce justificative;
- c. Un numéro ou une autre désignation caractéristique si le titre ne forme pas une entité matérielle; dans ce cas le titre devra être reporté dans le registre des créanciers ou dans un autre registre accessoire (art. 108, 2^e al.);
- d. Le montant de la somme garantie par le gage, les clauses portant sur l'intérêt, sur la dénonciation au remboursement et sur l'amortissement, le cas échéant le taux d'intérêt maximum applicable (art. 818, 2^e al., CC), ainsi que les adjonctions concernant les modifications survenues (art. 874 CC);
- e. La désignation de l'immeuble mis en gage, avec son identification (art. 1a et art. 31, 1^{er} al., let. e) et sa nature juridique (art. 655 CC), à moins qu'un extrait du grand livre ne soit lié au titre; si l'immeuble est immatriculé dans une institution cantonale du registre foncier, il y aura lieu de porter sur le titre une indication y faisant référence;
- f. La case hypothécaire;

- g. Les droits existant déjà sur l'immeuble et les charges de rang antérieur ou à égalité de rang (servitudes, charges foncières, droits de gage, y compris les cases libres et les cases réservées, annotations);
- h. En cas d'engagement de parts de copropriété ou de propriété par étages, les droits de gage de rang antérieur grevant l'immeuble entier;
- i. La signature de la personne habilitée à délivrer le titre.

³ En cas de constitution d'un droit de gage collectif, cette caractéristique doit être spécifiée sur le titre. En outre, les indications prévues au 2^e alinéa, lettres e à h, doivent être données pour chacun des immeubles constitués en gage.

⁴ A la place des indications prévues au 2^e alinéa, lettres g et h, un extrait du grand livre peut être incorporé dans le titre. Le titre peut aussi contenir des indications relatives au gage constitué en faveur d'un tiers, au transfert, à la conservation, à l'annulation du titre ou à d'autres opérations semblables.

⁵ Si le titre, y compris un extrait du grand livre, est composé de plusieurs pages et que celles-ci ne forment pas une entité matérielle, le numéro du titre doit figurer sur chaque page écrite; les pages devront être reliées entre elles par des renvois réciproques se référant au nombre de pages.

⁶ S'il est trop dispendieux de porter sur le titre les indications prévues au 2^e alinéa, lettres g et h, ou d'établir un extrait conformément au 4^e alinéa, ou si le titre est surchargé de ce fait ou devient trop volumineux, il suffira de donner ces indications pour les droits de gage (y compris les cases libres et les cases réservées), pour les charges foncières, les droits distincts et permanents, les usufruits et les droits d'habitation de rang antérieur ou à égalité de rang. Dans ce cas, il y aura lieu d'indiquer sur le titre que d'autres charges éventuelles de rang antérieur figurent au grand livre.

⁷ Si un nouveau titre de gage doit remplacer un titre annulé ou annulé (art. 64), le nouveau titre doit indiquer qu'il remplace l'ancien.

Art. 60

En cas de délivrance d'un extrait portant sur une hypothèque (art. 825, 2^e al., CC), les dispositions relatives aux indications que le titre de gage doit contenir (art. 53 et 64) sont applicables par analogie.

Art. 64, 4^e al.

⁴ En cas de délivrance d'un nouveau titre de gage, le titre annulé doit être remis avec le nouveau titre à l'ayant droit, s'il en fait la demande. Le droit cantonal peut prévoir d'autres dispositions.

Art. 73

¹ Les pièces justificatives à produire pour l'annotation de restrictions du droit d'aliéner sont:

- a. L'autorisation de l'autorité compétente, lorsqu'il s'agit de droits litigieux ou de prétentions exécutoires, d'une saisie, d'une réalisation de gages ou d'un séquestre;
- b. L'acte constatant l'approbation de l'autorité compétente, en cas de constitution d'un asile de famille;
- c. La copie certifiée conforme de la disposition pour cause de mort, en cas de substitution fidéicommissaire de l'héritier ou du légataire.

² L'annotation d'une restriction du droit d'aliéner destinée à garantir un droit litigieux doit indiquer le nom du demandeur et le droit dont il s'agit.

³ L'annotation d'une restriction du droit d'aliéner en cas de saisie ou de séquestre doit indiquer le montant pour lequel ces mesures ont été prises.

Art. 74

Abrogé

Art. 80, 2^e, 6^e, 9^e et 10^e al.

² Les droits de passage permanents établis par la loi (art. 696 CC) sont mentionnés par un mot-clé sans autre justification sur le feuillet du fonds servant, sur réquisition du propriétaire. Le droit cantonal peut prévoir que la mention sera opérée d'office; il désigne dans ce cas les attestations nécessaires.

⁶ Un blocage du registre foncier sera mentionné si:

- a. Le juge l'a ordonné pour la protection de l'union conjugale (art. 178 CC);
- b. Le juge a confisqué l'immeuble en vertu de la procédure pénale fédérale;
- c. Une autorité a ordonné des mesures provisionnelles conformément à la loi fédérale du 16 décembre 1983¹⁾ sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger;
- d. L'autorité a accordé à l'acquéreur d'un immeuble, lors d'une réalisation forcée, un terme de paiement (art. 137 LP²⁾).

⁹ La déclaration de faillite (art. 176 LP), le sursis concordataire (art. 296 LP), le concordat par abandon d'actif (art. 319 LP) et le sursis extraordinaire (art. 345 LP) seront mentionnés au registre foncier sur la base d'une communication du juge.

¹⁰ La restriction du droit d'aliéner destinée à garantir le but de la prévoyance en cas d'encouragement à la propriété du logement (art. 30e, 2^e al., LPP³⁾) doit être mentionnée au registre foncier, avec le consentement du propriétaire, sur réquisition de l'institution de prévoyance ou de la personne habilitée à dresser des actes authentiques.

¹⁾ RS 211.412.41

²⁾ RS 281.1

³⁾ RS 831.40

Art. 113a

¹ Le registre foncier fédéral est établi sur la base d'une mensuration officielle approuvée définitivement ou provisoirement.

² Son introduction peut avoir lieu pour une commune entière ou pour une section de commune.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

2 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38888

Ordonnance sur le casier judiciaire

Modification du 2 décembre 1996

Le Conseil fédéral suisse
arrête:

I

L'ordonnance du 21 décembre 1973¹⁾ sur le casier judiciaire est modifiée comme suit:

Art. 15, al. 1^{bis}, 1^{er} et 1^{quater}

^{1bis} Les offices d'instruction, les tribunaux pénaux, les autorités d'exécution des peines et le casier judiciaire des cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, Soleure, Bâle-Ville, Saint-Gall, Argovie et Vaud ainsi que l'Office de l'auditeur en chef sont directement reliés au système provisoire de traitement des données du casier judiciaire «VOSTRA-PS». Ils peuvent consulter directement le système pour établir si une personne est inscrite ou non au casier judiciaire ou si elle fait l'objet d'une procédure pénale pendante. Si la personne figure au casier judiciaire, les autorités reliées au système peuvent commander électroniquement son extrait. Celui-ci leur sera transmis par voie ordinaire.

^{1^{er}} Lors d'une consultation du système dans le cadre d'une enquête pénale, les autorités reliées doivent indiquer le nom de l'autorité qui procède à la consultation et son motif.

^{1quater} Lorsque les données d'une procédure pénale pendante ne proviennent pas de l'autorité consultant le système, seule la date et le nom de l'autorité qui a ouvert la procédure sont accessibles.

Art. 27 Entrée en vigueur et durée de validité

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1974 et a effet jusqu'au 31 décembre 1998.

¹⁾ RS 331

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

2 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38881

Ordonnance concernant les exigences minimales des examens pour l'obtention des diplômes I et II de maître d'éducation physique

Modification du 13 novembre 1996

*Le Département fédéral de l'intérieur
arrête:*

I

L'ordonnance du 11 décembre 1987¹⁾ concernant les exigences minimales des examens pour l'obtention des diplômes I et II de maître d'éducation physique est modifiée comme suit:

Article premier, deuxième phrase

... La Commission fédérale de sport coordonne les évaluations.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

13 novembre 1996

Département fédéral de l'intérieur:
Dreifuss

N38859

¹⁾ RS 415.023.4

Ordonnance fixant les indemnités des cours de perfectionnement pour l'enseignement de la gymnastique et des sports

Modification du 13 novembre 1996

Le Département fédéral de l'intérieur

arrête:

I

L'ordonnance du 21 janvier 1992¹⁾ fixant les indemnités des cours de perfectionnement pour l'enseignement de la gymnastique et des sports est modifiée comme suit:

Art. 3 Comptabilité

Les détails relatifs aux demandes de subventions et aux procédures de décompte sont fixés dans une directive de l'Ecole fédérale de sport de Macolin.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

13 novembre 1996

Département fédéral de l'intérieur:
Dreifuss

N38860

¹⁾ RS 415.023.5

**Ordonnance
concernant Jeunesse + Sport
(OJ + S)**

Modification du 13 novembre 1996

*Le Département fédéral de l'intérieur
arrête:*

I

L'ordonnance du 10 novembre 1980¹⁾ concernant Jeunesse + Sport est modifiée
comme suit:

Art. 6, 6^e al.

⁶ Après consultation de la Commission fédérale de sport, l'EFSM peut proposer
au Département fédéral de l'intérieur (département) l'introduction de nouvelles
disciplines.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

13 novembre 1996

Département fédéral de l'intérieur:
Dreifuss

N38861

¹⁾ RS 415.31

Ordonnance concernant l'organisation et les tâches de l'Ecole fédérale de sport de Macolin

Modification du 13 novembre 1996

Le Département fédéral de l'intérieur

arrête:

I

L'ordonnance du 11 janvier 1989¹⁾ concernant l'organisation et les tâches de l'Ecole fédérale de sport de Macolin est modifiée comme suit:

Art. 2 Fonction

La Commission fédérale de sport (CFS) est l'organe de surveillance et de consultation de l'EFSM.

Art. 4, 1^{er} et 4^e al.

¹ L'EFSM collabore étroitement avec les offices fédéraux concernés, les cantons, l'Association Olympique Suisse (AOS), les fédérations et les autres partenaires de la «Conception du sport suisse».

⁴ L'EFSM participe au travail des sous-commissions de la CFS en tant qu'organe technique.

Art. 5, 2^e al.

² Le délégué de la CFS pour l'EFSM est consulté sur les propositions de l'EFSM relatives à la nomination des cadres et aux délégations à long terme d'enseignants. Le département est informé de son avis.

Art. 8, 4^e al., 10, 5^e al. et 12, 4^e al., dernière phrase et 5^e al.

Abrogés

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

13 novembre 1996

Département fédéral de l'intérieur:
Dreifuss

¹⁾ RS 415.71

Ordonnance sur l'acquisition et le port d'armes à feu par des ressortissants turcs

Modification du 2 décembre 1996

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

L'ordonnance du 30 juin 1993¹⁾ sur l'acquisition et le port d'armes à feu par des ressortissants turcs est modifiée comme suit:

Art. 10, 2^e al.

² La durée de validité de la présente ordonnance est prorogée jusqu'au 31 décembre 1998.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

2 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:
Le président de la Confédération, Delamuraz
Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38873

¹⁾ RS 514.544

Ordonnance sur l'acquisition et le port d'armes à feu par des ressortissants yougoslaves

Modification du 2 décembre 1996

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

L'ordonnance du 18 décembre 1991¹⁾ sur l'acquisition et le port d'armes à feu par des ressortissants yougoslaves est modifiée comme suit:

Art. 2, let. b, 5 à 10, 11, 1^{er} al., 4^e et 5^e paragraphes et 12

Abrogés

Art. 17, 3^e al.

³ La durée de validité de la présente ordonnance est prorogée jusqu'au 31 décembre 1998.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

2 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38874

¹⁾ RS 514.545

Ordonnance sur la responsabilité civile en matière nucléaire (ORCN)

Modification du 2 décembre 1996

*Le Conseil fédéral suisse
arrête:*

I

L'ordonnance du 5 décembre 1983¹⁾ sur la responsabilité civile en matière nucléaire est modifiée comme suit:

Art. 3 Montants assurés et frais de procédure

¹ Pour les installations nucléaires, le montant assuré atteint au moins 700 millions de francs plus 70 millions de francs pour les intérêts et les frais de procédure.

² Les montants minimaux de 700 et 50 millions de francs ... (*reste inchangé*).

³ Les montants supplémentaires de 70 millions de francs ... (*reste inchangé*).

Art. 5, 1^{er} al., deuxième phrase et let. a

¹ ... Exprimées en pour-cent de ces primes, elles atteignent:

a. 108 pour cent pour les centrales nucléaires;

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

2 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:
Le président de la Confédération, Delamuraz
Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38890

¹⁾ RS 732.441

Ordonnance concernant la pharmacopée

Modification du 2 décembre 1996

Le Conseil fédéral suisse
arrête:

I

La pharmacopée (Pharmacopoea Helvetica, editio septima) en annexe¹⁾ à l'ordonnance du 4 avril 1990²⁾ concernant la pharmacopée est modifiée par la liste de nouveaux textes, textes révisés et supprimés de la Ph. Eur. 3.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

2 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38879

¹⁾ Le texte de l'annexe à l'ordonnance concernant la pharmacopée n'est publié ni au RO ni au RS (art. 2 de l'ordonnance concernant la pharmacopée). Cela est également valable pour la présente modification (liste de nouveaux textes, textes révisés et supprimés de la Ph. Eur. 3).

²⁾ RS 812.211

Ordonnance sur les qualifications des spécialistes de la sécurité au travail

du 25 novembre 1996

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'article 83, 2^e alinéa, de la loi sur l'assurance-accidents¹⁾;

vu l'article 40 de la loi sur le travail²⁾,

arrête:

Section 1: Qualifications des spécialistes de la sécurité au travail

Article premier

¹ Sont réputés spécialistes de la sécurité au travail:

- a. Les médecins du travail qui:
 - 1. Sont titulaires d'un diplôme fédéral de médecine,
 - 2. Justifient d'une expérience professionnelle de cinq ans au moins,
 - 3. Ont acquis une formation postgraduée en médecine du travail, conformément à l'article 3;
- b. Les hygiénistes du travail qui:
 - 1. Sont titulaires d'un diplôme technique ou en sciences délivré par une université suisse, une école polytechnique fédérale ou une école technique supérieure suisse,
 - 2. Justifient d'une expérience professionnelle de deux ans au moins,
 - 3. Ont acquis une formation complémentaire en matière de sécurité au travail, conformément à l'article 4;
- c. Les ingénieurs de sécurité qui:
 - 1. Sont titulaires d'un diplôme technique ou en sciences délivré par une université suisse, une école polytechnique fédérale ou une école technique supérieure suisse,
 - 2. Justifient d'une expérience professionnelle de deux ans au moins,
 - 3. Ont acquis une formation complémentaire en matière de sécurité au travail, conformément à l'article 5;
- d. Les chargés de sécurité qui:
 - 1. Ont acquis une formation professionnelle qualifiée et spécialisée dans la branche considérée et sont titulaires d'un certificat de capacité reconnu ou d'un diplôme,

RS 822.116

¹⁾ RS 832.20

²⁾ RS 822.11

2. Justifie d'une expérience professionnelle de trois ans au moins,
3. Ont acquis une formation complémentaire en matière de sécurité au travail, conformément à l'article 6.

² Les spécialistes de la sécurité au travail sont tenus de suivre une formation continue appropriée notamment s'ils sont appelés à être occupés dans des entreprises présentant des risques particuliers (p. ex. raffineries, entreprises nécessitant une protection contre les radiations, certains secteurs de la chimie).

Section 2:

Exigences relatives à la formation complémentaire ou postgraduée

Art. 2 Généralités

¹ La formation complémentaire ou postgraduée a pour but de compléter la formation de base et l'expérience professionnelle visées à l'article premier par des connaissances spécifiques en matière de prévention des accidents professionnels et des atteintes à la santé dues au travail et de garantir ainsi que les spécialistes de la sécurité au travail soient en mesure de remplir leurs tâches.

² Les spécialistes de la sécurité au travail doivent avoir accompli leur formation complémentaire ou postgraduée dans un établissement de formation complémentaire ou postgraduée reconnu (art. 8) ou avoir suivi des cours de formation complémentaire ou postgraduée reconnus (art. 9).

³ La formation complémentaire ou postgraduée doit se terminer par un examen. Un certificat est remis aux spécialistes de la sécurité au travail qui ont réussi l'examen.

⁴ Les spécialistes de la sécurité au travail qui ont accompli leur formation complémentaire ou postgraduée à l'étranger doivent suivre un cours d'introduction à la législation suisse sur la sécurité au travail.

Art. 3 Formation postgraduée des médecins au travail

¹ La formation postgraduée des médecins du travail dure deux ans au moins.

² Les exigences minimales relatives à la formation postgraduée sont définies à l'annexe 1.

Art. 4 Formation complémentaire des hygiénistes du travail

¹ La formation complémentaire des hygiénistes du travail, d'une durée totale de deux ans, comprend une partie théorique et une partie pratique. La partie théorique dure 100 jours au moins.

² Les exigences minimales relatives à la formation complémentaire sont définies à l'annexe 2.

Art. 5 Formation complémentaire des ingénieurs de sécurité

¹ La formation complémentaire des ingénieurs de sécurité dure 35 jours au moins, travail pratique propre à l'activité d'ingénieur de cinq jours au minimum et examen final compris.

² Les exigences minimales relatives à la formation complémentaire sont définies à l'annexe 3.

Art. 6 Formation complémentaire des chargés de sécurité

¹ La formation complémentaire des chargés de sécurité dure 20 jours au moins.

² Les exigences minimales relatives à la formation complémentaire sont définies à l'annexe 4.

Section 3: Exigences relatives à la formation continue**Art. 7**

¹ La formation continue a pour but de permettre aux spécialistes de la sécurité au travail d'approfondir et de tenir à jour leurs connaissances professionnelles.

² Elle doit en particulier porter sur les points suivants:

- a. étude d'innovations importantes;
- b. élargissement et approfondissement des connaissances dans des domaines choisis de la pratique;
- c. échange d'expérience avec des experts et entre collègues;
- d. étude de problèmes d'actualité, de programmes d'actions et de campagnes.

Section 4:**Reconnaissance des établissements et des cours de formation complémentaire ou postgraduée****Art. 8** Reconnaissance des établissements de formation complémentaire ou postgraduée

¹ Les institutions suisses et étrangères qui veulent être reconnues comme établissements de formation complémentaire ou postgraduée doivent présenter une demande sous forme écrite à l'Office fédéral des assurances sociales (office fédéral).

² Elles joignent à leur demande les documents d'où ressortent notamment le plan des études, les matières d'examen selon les annexes, le règlement des examens ainsi que les qualifications professionnelles du personnel enseignant.

³ L'office fédéral décide, d'entente avec l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) et après avoir consulté les autres offices fédéraux intéressés, la commission de coordination prévue à l'article 85 de la loi sur

l'assurance-accidents (commission de coordination) et les associations de spécialistes de la sécurité au travail, de la reconnaissance des établissements de formation complémentaire pour les hygiénistes du travail, les ingénieurs de sécurité et les chargés de sécurité.

⁴ L'office fédéral décide, d'entente avec l'OFIAMT et après avoir entendu la Fédération des médecins suisses (FMH), de la reconnaissance des établissements de formation postgraduée pour les médecins du travail.

⁵ L'office fédéral et l'OFIAMT examinent périodiquement si les établissements de formation complémentaire ou postgraduée remplissent encore les conditions de la reconnaissance.

Art. 9 Reconnaissance des cours de formation complémentaire ou postgraduée

¹ Les organisations qui entendent faire reconnaître les cours qu'elles mettent sur pied comme cours de formation complémentaire ou postgraduée doivent présenter une demande sous forme écrite à l'office fédéral.

² Elles joignent à leur demande les documents d'où ressortent notamment le plan des études, les matières d'examen selon les annexes, le règlement des examens ainsi que les qualifications professionnelles du personnel enseignant.

³ L'office fédéral décide, d'entente avec l'OFIAMT et après avoir consulté les autres offices fédéraux intéressés, la commission de coordination et les associations de spécialistes de la sécurité au travail, de la reconnaissance des cours de formation complémentaire ou postgraduée.

⁴ L'office fédéral et l'OFIAMT examinent périodiquement si les cours de formation complémentaire ou postgraduée remplissent encore les conditions de la reconnaissance.

Art. 10 Liste des établissements et des cours de formation complémentaire ou postgraduée

L'office fédéral tient une liste des établissements et des cours de formation complémentaire ou postgraduée reconnus; cette liste est publique.

Art. 11 Voies de droit

Les voies de droit de la loi sur la procédure administrative¹⁾ et de la loi d'organisation judiciaire²⁾ sont ouvertes contre les décisions de l'office fédéral prises en application des articles 8 et 9.

¹⁾ RS 172.021

²⁾ RS 173.110

Section 5: Dispositions finales

Art. 12 Disposition transitoire

Une expérience professionnelle de cinq ans au moins dans le domaine de la sécurité au travail acquise avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance est réputée formation complémentaire ou postgraduée suffisante.

Art. 13 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

25 novembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38877

Annexe 1
(art. 3, 2^e al.)

Formation postgraduée des médecins du travail: Matières enseignées

- a. Connaissance de base du droit (lois et ordonnances) ainsi que des directives, normes, etc. dans le domaine de la sécurité au travail et de l'hygiène au poste de travail ainsi que dans des domaines voisins (p. ex. protection de l'environnement);
- b. Structure physiologique du travail et du poste de travail, y compris aspects psychologiques, problèmes d'organisation du travail, alimentation et particularités biologiques des femmes et des jeunes gens (physiologie et psychologie du travail, ergonomie);
- c. Identification et appréciation des influences physiques, chimiques et biologiques incommodes ou préjudiciables à la santé au poste de travail (hygiène du travail);
- d. Prophylaxie, identification et classification des maladies professionnelles, y compris les examens préventifs;
- e. Systématique des maladies professionnelles;
- f. Prévention des accidents professionnels;
- g. Premiers secours et traitement primaire en cas d'accidents, d'intoxications et de maladies aiguës: service de sauvetage dans l'entreprise;
- h. Intégration ou réinsertion de personnes handicapées et de collaborateurs à capacité de travail réduite;
- i. Prévention des maladies dues à des produits engendrant la dépendance;
- k. Expertises et assurances.

N38877

Annexe 2
(art. 4, 2^e al.)

**Formation complémentaire des hygiénistes du travail:
Matières enseignées**

A. Connaissances générales

- a. Connaissance de base du droit (lois et ordonnances) ainsi que des directives, normes, etc. dans le domaine de la sécurité au travail et de l'hygiène au poste de travail ainsi que dans des domaines voisins (p. ex. protection de l'environnement);
- b. Organisation du travail et gestion d'entreprise;
- c. Organisation de la sécurité au travail, y compris des premiers secours et de la lutte contre l'incendie;
- d. Statistiques internes de l'entreprise sur la sécurité au travail;
- e. Bases de la didactique et de la communication nécessaires à la transmission des connaissances relatives à la sécurité au travail et à l'hygiène aux employeurs et aux travailleurs dans l'entreprise;
- f. Aspects sociaux, économiques et juridiques des accidents du travail et des affections dues au travail; leurs conséquences;
- g. Connaissances de base en matière de technique de sécurité, enquêtes sur les accidents et causes des accidents.

B. Connaissances spécifiques et aptitudes en matière d'hygiène du travail

- a. Détection des risques:
 1. Connaissance des activités professionnelles, des procédés et des processus de travail,
 2. Connaissance des facteurs nuisibles à la santé au poste de travail (facteurs chimiques, physiques ou biologiques);
- b. Examen et évaluation des risques:
 1. Méthodes d'investigation en matière d'hygiène du travail (technique de mesure, stratégie d'échantillonnage, etc.),
 2. Mise en œuvre du biomonitorage en collaboration avec des médecins du travail,
 3. Analyse des risques. Evaluation des résultats sous l'angle de la mise en danger de la santé dans la pratique. Connaissance des répercussions sur la santé des facteurs chimiques (toxicologie), physiques et biologiques. Relation dose-effet;
- c. Contrôle et élimination des risques:
 1. Elimination du danger à la source. Modification des procédés de travail et des comportements,

2. Limitation du danger (p. ex. par une aspiration locale efficace de vapeurs ou de poussières nuisibles à la santé),
3. Protection individuelle de la santé,
4. Aménagement de programmes intégrés en vue de la protection de la santé au poste de travail (hygiène du travail, médecine du travail, prévention des accidents).

C. Connaissances de base dans les domaines voisins de l'hygiène du travail

- a. Médecine du travail;
- b. Ergonomie et psychologie du travail;
- c. Prévention des accidents;
- d. Questions générales en matière de santé, de médecine sociale et préventive;
- e. Epidémiologie;
- f. Protection de l'environnement.

N38877

Annexe 3
(art. 5, 2^e al.)**Formation complémentaire des ingénieurs de sécurité:**
Matières enseignées

- a. Connaissance de base du droit (lois et ordonnances) ainsi que des directives, normes, etc. dans le domaine de la sécurité au travail et de l'hygiène au poste de travail ainsi que dans des domaines voisins (p. ex. protection de l'environnement);
- b. Prise de conscience des risques et comportement conforme du point de vue de la sécurité;
- c. Identification des dangers;
- d. Analyse systématique des accidents;
- e. Causes d'accidents et connaissances de base en matière de technique de sécurité pour la prévention des accidents;
- f. Aspects sociaux, économiques et juridiques des accidents du travail et des affections dues au travail; leurs conséquences;
- g. Aspects de la sécurité au travail et de l'hygiène au niveau de la gestion d'entreprise;
- h. Prévention, y compris prophylaxie sur le plan technique des maladies professionnelles;
- i. Organisation de la sécurité au travail, y compris des premiers secours et de la lutte contre l'incendie;
- k. Bases de la didactique et de la communication nécessaires à la transmission des connaissances relatives à la sécurité au travail et à l'hygiène aux employeurs et aux travailleurs dans l'entreprise;
- l. Statistiques internes de l'entreprise sur la sécurité au travail;
- m. Connaissances de base interdisciplinaires (médecine du travail, hygiène du travail, hygiène);
- n. Intégration de la sécurité au travail et de l'hygiène dans la politique de l'entreprise (planification stratégique et opérationnelle);
- o. Budgétisation, reporting et controlling de la sécurité au travail et de l'hygiène;
- p. Communication et recours aux médias (publicité) pour la sécurité au travail et l'hygiène;
- q. Sécurité au travail et hygiène en tant que tâches de gestion, cours de motivation;
- r. Analyse des risques.

Annexe 4
(art. 6, 2^e al.)

Formation complémentaire des chargés de sécurité: Matières enseignées

- a. Connaissance de base du droit (lois et ordonnances) ainsi que des directives, normes, etc. dans le domaine de la sécurité au travail et de l'hygiène au poste de travail ainsi que dans des domaines voisins (p. ex. protection de l'environnement);
- b. Prise de conscience des risques et comportement conforme du point de vue de la sécurité;
- c. Identification des dangers;
- d. Analyse systématique des accidents;
- e. Causes d'accidents et connaissances de base en matière de technique de sécurité pour la prévention des accidents;
- f. Aspects sociaux, économiques et juridiques des accidents du travail et des affections dues au travail; leurs conséquences;
- g. Aspects de la sécurité au travail et de l'hygiène au niveau de la gestion d'entreprise;
- h. Prévention, y compris prophylaxie sur le plan technique des maladies professionnelles;
- i. Organisation de la sécurité au travail, y compris des premiers secours et de la lutte contre l'incendie;
- k. Bases de la didactique et de la communication nécessaires à la transmission des connaissances relatives à la sécurité au travail et à l'hygiène aux employeurs et aux travailleurs dans l'entreprise;
- l. Statistiques internes de l'entreprise sur la sécurité au travail;
- m. Connaissances de base interdisciplinaires (médecine du travail, hygiène du travail, hygiène);
- n. Sécurité au travail en tant que tâches de gestion, analyse des risques, cours de motivation.

Annexe 5

Modifications du droit en vigueur

L'ordonnance du 19 décembre 1983¹⁾ sur la prévention des accidents est modifiée comme suit:

Art. 11b, 1^{er} al.

¹ La commission de coordination prévue à l'article 85, 2^e alinéa, de la loi (commission de coordination) édicte des directives au sujet de l'article 11a, 1^{er} et 2^e alinéas.

Art. 11d Qualifications des spécialistes de la sécurité au travail

¹ Sont réputés spécialistes de la sécurité au travail les médecins du travail, les hygiénistes du travail, les ingénieurs de sécurité et les chargés de sécurité qui satisfont aux exigences de l'ordonnance du 25 novembre 1996²⁾ sur les qualifications des spécialistes de la sécurité au travail.

² La preuve d'une formation suffisante est considérée comme apportée si l'employeur ou la personne concernée peut produire des certificats attestant l'acquisition d'une formation de base et d'une formation complémentaire ou postgraduée conformes à l'ordonnance visée au 1^{er} alinéa.

³ Si de tels certificats ne peuvent pas être produits, l'employeur ou la personne concernée doit donner la preuve que la formation acquise est équivalente. Des formations de base et des formations complémentaires ou postgraduées accomplies en Suisse ou à l'étranger sont reconnues comme équivalentes si leur niveau atteint au moins les exigences de l'ordonnance visée au 1^{er} alinéa.

⁴ Les organes d'exécution procèdent au contrôle des qualifications des spécialistes de la sécurité au travail.

Art. 11d^{bis} Décisions relatives aux qualifications des spécialistes de la sécurité au travail

¹ Avant de rendre leurs décisions, les organes d'exécution doivent consulter l'Office fédéral des assurances sociales (office fédéral) et l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT).

² Les décisions doivent être notifiées à l'employeur ainsi qu'à la personne concernée et communiquées à l'office fédéral. La personne concernée dispose des mêmes voies de recours que l'employeur.

¹⁾ RS 832.30

²⁾ RS 822.116; RO 1996 3121

Art. 48, 1^{er} al., deuxième phrase

¹... La commission de coordination règle, sur proposition commune de l'OFIAMT et de la CNA, les détails de cette collaboration, notamment en ce qui concerne la compétence de prendre des décisions.

Art. 53, let. g

Aux fins d'assurer une application uniforme et adéquate des prescriptions sur la sécurité au travail, la commission de coordination peut notamment:

- g. Organiser et coordonner avec d'autres institutions la formation complémentaire ou postgraduée et la formation continue des spécialistes de la sécurité au travail dans le cadre des prescriptions du Conseil fédéral.

Art. 101, 2^e al., let. c

² Dans la mesure où les intérêts privés importants du travailleur, de ses proches et de l'employeur sont sauvegardés, l'obligation de garder le secret est levée envers:

- c. La Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accidents, lorsqu'elle est saisie d'un recours au sens de l'article 109 de la loi;

Art. 103 Recours

La procédure de recours devant la Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accidents (art. 109 LAA) est régie par la loi sur la procédure administrative¹⁾.

N38877

¹⁾ RS 172.021

Règlement sur l'assurance-invalidité (RAI)

Modification du 25 novembre 1996

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

Le règlement du 17 janvier 1961¹⁾ sur l'assurance-invalidité (RAI) est modifié comme suit:

C. Les mesures de formation scolaire spéciale et en faveur des mineurs impotents âgés de moins de 20 ans

I. Enseignement spécialisé

Art. 8 Contribution aux frais d'école

¹ L'assurance octroie une contribution aux frais d'école lorsque des assurés, en raison d'une atteinte à la santé, ne satisfont pas aux exigences de l'école publique et ont besoin d'un enseignement spécialisé régulier au sens de l'article 19, 1^{er} alinéa, LAI, qui soit adapté à l'atteinte à la santé dont ils souffrent.

² L'enseignement spécialisé débute au niveau de l'école enfantine et peut être poursuivi si nécessaire au-delà de l'âge scolaire habituel, mais au plus tard jusqu'à l'âge de 20 ans.

³ Par école publique selon le présent règlement, on entend, au niveau de l'école enfantine ainsi qu'au degré primaire et secondaire I, l'enseignement dispensé dans des classes ordinaires, des classes d'appui et des classes de développement ainsi que d'autres formes d'enseignement analogues. Fait également partie de l'école publique l'enseignement suivi après la scolarité obligatoire au degré secondaire II qui sert à combler des lacunes scolaires ou à la préparation d'une formation professionnelle. L'Office fédéral des assurances sociales (office fédéral) définit, sur la base de chaque système scolaire cantonal, les formes d'enseignement qui font partie de l'école publique.

⁴ La contribution aux frais d'école est octroyée pour:

- a. les assurés handicapés mentaux dont le quotient d'intelligence ne dépasse pas 75;
- b. les assurés aveugles et ceux dont l'acuité visuelle binoculaire reste inférieure à 0,3 après correction;

¹⁾ RS 831.201; RO 1995 4382

- c. les assurés sourds et les assurés malentendants avec une perte d'ouïe moyenne de la meilleure oreille d'au moins 30 dB dans l'audiogramme tonal ou une perte d'ouïe équivalente dans l'audiogramme vocal;
- d. les assurés souffrant d'un handicap physique grave;
- e. les assurés atteints de graves difficultés d'élocution;
- f. les assurés souffrant de graves troubles de comportement;
- g. les assurés qui, si l'on prend isolément leurs atteintes à la santé, ne remplissent pas entièrement les conditions énumérées aux lettres a à f mais qui, parce qu'ils cumulent des atteintes à la santé, ne peuvent pas fréquenter l'école publique.

⁵ La contribution aux frais d'école s'élève à 35 francs par jour.

Art. 8^{bis} Contribution aux frais de pension

¹ L'assurance verse une contribution aux frais de pension si l'assuré doit être nourri et logé à l'extérieur parce qu'il fréquente une école spéciale.

² La contribution s'élève à:

- a. 35 francs par jour pour le logement et les repas à l'extérieur; ou à
- b. 7 francs par repas principal.

Art. 8^{ter} Indemnités pour des mesures de nature pédago-thérapeutique

¹ L'assurance prend à sa charge les frais d'exécution des mesures de nature pédago-thérapeutique qui sont nécessaires pour compléter l'enseignement spécialisé.

² Les mesures comprennent:

- a. la logopédie pour les assurés selon l'article 8, 4^e alinéa, lettre e;
- b. l'entraînement auditif et l'enseignement de la lecture labiale pour les assurés selon l'article 8, 4^e alinéa, lettre c;
- c. les mesures nécessaires à l'acquisition et à la structuration du langage pour les assurés selon l'article 8, 4^e alinéa, lettre a;
- d. la gymnastique spéciale destinée à développer la motricité perturbée pour les assurés selon l'article 8, 4^e alinéa, lettre a, b et c.

Art. 8^{quater} Indemnités pour les transports

¹ L'assurance prend à sa charge les frais de transport liés à la fréquentation de l'école spéciale et à l'exécution des mesures selon l'article 8^{ter}, 2^e alinéa. Elle rembourse tout au plus les frais de transport indispensables pour atteindre l'organisme approprié le plus proche où sont exécutées les mesures. Si l'assuré choisit un organisme plus éloigné, les frais supplémentaires qui en résultent sont à sa charge.

² Sont remboursés

- a. les frais qui correspondent aux tarifs des moyens de transport des entreprises publiques pour un trajet direct; ou

b. les frais du transport organisé par l'école spéciale ou par les personnes qui exercent l'autorité parentale sur l'assuré.

³ En complément aux frais remboursés selon le 2^e alinéa, lettres a et b, les frais de transport d'un accompagnateur indispensable sont également remboursés.

⁴ Des bons sont remis aux assurés qui utilisent les moyens de transport des entreprises publiques. L'office fédéral désigne les services habilités à délivrer les bons. Au surplus, les articles 78 et 79 sont applicables.

II. Mesures permettant la fréquentation de l'école publique

Art. 9 Indemnités particulières pour des mesures de nature pédago-thérapeutique

¹ L'assurance prend à sa charge les frais d'exécution des mesures de nature pédago-thérapeutique qui sont nécessaires pour permettre à l'assuré de participer à l'enseignement de l'école publique.

² Les mesures comprennent:

- a. la logopédie pour les assurés selon l'article 8, 4^e alinéa, lettre e;
- b. l'entraînement auditif et l'enseignement de la lecture labiale pour les assurés selon l'article 8, 4^e alinéa, lettre c.

Art. 9^{bis} Indemnités particulières pour les transports

L'assurance prend à sa charge les frais de transport qui, en raison d'un handicap physique ou d'un handicap de la vue, sont nécessaires pour l'exécution des mesures selon l'article 9, 2^e alinéa, ainsi que pour permettre à l'assuré de participer à l'enseignement de l'école publique. L'article 8^{quater} est applicable par analogie.

Art. 9^{ter} Contributions aux frais de pension

¹ Si le transport de l'assuré jusqu'à l'école publique appropriée la plus proche n'est pas possible en raison d'un handicap physique ou d'un handicap de la vue, l'assurance octroie pour l'hébergement ou les repas à l'extérieur une contribution aux frais de pension selon l'article 8^{bis}.

² Si, pour garantir le passage de l'école spéciale à l'école publique, il s'avère nécessaire que l'assuré poursuive son séjour dans l'internat d'une école spéciale, tout en fréquentant l'école publique, l'assurance octroie pour une année au maximum une contribution aux frais de pension selon l'article 8^{bis}, 2^e alinéa, lettre a.

III. Mesures de préparation à l'enseignement spécialisé et à l'école publique

Art. 10 Indemnités particulières pour des mesures de nature pédago-thérapeutique

¹ L'assurance prend à sa charge les frais d'exécution des mesures de nature pédago-thérapeutique qui sont nécessaires en âge préscolaire pour la préparation à la fréquentation de l'école spéciale ou de l'école publique.

² Les mesures comprennent:

- a. la logopédie pour les assurés selon l'article 8, 4^e alinéa, lettre e;
- b. l'entraînement auditif et l'enseignement de la lecture labiale pour les assurés selon l'article 8, 4^e alinéa, lettre c;
- c. l'éducation précoce pour les assurés selon l'article 8, 4^e alinéa, lettres a à g.

Art. 11 Indemnités particulières pour les transports

L'assurance prend à sa charge les frais de transport liés à l'exécution des mesures selon l'article 10, 2^e alinéa. L'article 8^{quater} est applicable par analogie.

IV. Indemnisation forfaitaire des cantons

Art. 12

¹ Si le canton de domicile de l'assuré octroie à ce dernier les prestations définies aux articles 9 à 11, l'assurance peut donner suite à son obligation de fournir des prestations en versant une indemnité forfaitaire au canton de domicile, sans que l'assuré fasse valoir ses droits individuellement auprès de l'assurance. A cet effet, des conventions seront conclues au nom de la Confédération par l'office fédéral.

² Si le canton de domicile de l'assuré n'octroie pas – ou pas entièrement – à ce dernier les prestations définies aux articles 9 à 11, l'assuré peut faire valoir son droit selon les articles 65 à 67 auprès de l'office AI compétent. S'il s'avère qu'il a droit aux prestations, l'indemnisation s'effectue selon la convention entre l'office fédéral et le canton de domicile.

Titre précédant l'article 13

V. Soins aux mineurs impotents

Art. 22 Tables

L'office fédéral établit, pour déterminer les indemnités journalières, des tables dont l'usage est obligatoire et dont les montants sont arrondis à l'avantage de l'ayant droit.

Art. 101, al. 1 et 1^{bis}

¹ Pour toutes les institutions visées aux articles 99 et 100, sont prises en considération les dépenses:

- a. d'acquisition d'immeubles, à l'exclusion des terrains;
- b. de construction, d'agrandissement ou de rénovation de bâtiments;
- c. d'acquisition des agencements indispensables en vue de la création, conformément à la planification des besoins, de places nouvelles, supplémentaires ou correspondant à une conception nouvelle.

^{1bis} Pour les institutions existantes visées aux articles 99 et 100, 1^{er} alinéa, lettre a, les dépenses devant permettre de renouveler ou de compléter les agencements sont également prises en considération. Ces dépenses n'entrent toutefois en ligne de compte que dans la mesure où le coût à l'unité atteint la limite fixée par le département.

Art. 105, 2^e et 3^e al.

² Les frais non couverts donnent lieu à des subventions pour chaque journée de séjour, d'école ou de formation et par assuré, de 20 francs au plus pour les écoles spéciales et de 15 francs au plus pour les autres centres de réadaptation. S'il subsiste un déficit, l'assurance accorde une subvention supplémentaire jusqu'à concurrence de la moitié de celui-ci, mais de 15 francs au plus par jour.

³ Dans le cas des écoles spéciales, le nombre effectif des journées de séjour ou d'école peut être augmenté, en particulier lorsque l'effectif des classes doit être réduit pour des raisons d'ordre pédagogique ou en vue du versement d'indemnités pour des mesures de nature pédago-thérapeutique selon l'article 8^{ter}, 2^e alinéa, ainsi que pour les mesures de conseil, de soutien pédagogique et d'encouragement en faveur des assurés selon l'article 8, 4^e alinéa, lettres b, c et d, qui fréquentent l'école publique. L'office fédéral édicte des directives à ce sujet.

II

Dispositions transitoires

Les coûts des prestations octroyées selon les articles 8 à 12 ne seront assumés par l'assurance que jusqu'à l'expiration de la garantie de paiement.

III

¹ La présente modification entre en vigueur, sous réserve du 2^e alinéa, le 1^{er} janvier 1997.

² La modification de l'article 101, 1^{er} alinéa, entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

25 novembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38878

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal)

Modification du 25 novembre 1996

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

L'ordonnance du 27 juin 1995¹⁾ sur l'assurance-maladie est modifiée comme suit:

Art. 1^{er}, 2^e al., let. a

² Sont en outre tenus de s'assurer:

- a. les ressortissants étrangers qui disposent d'une autorisation de séjour au sens de l'article 5 de la loi fédérale du 26 mars 1931²⁾ sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE) valable au moins trois mois;

Art. 2, 4^e et 5^e al.

⁴ Sont exceptées sur requête les personnes qui séjournent en Suisse dans le cadre de programmes nationaux ou internationaux destinés à favoriser la mobilité, les placements ou les échanges de personnes en stade de formation ou de perfectionnement, telles les étudiants, écoliers et stagiaires, ainsi que les enseignants et les chercheurs, pour autant que leur séjour n'excède pas douze mois et que l'organisme responsable du programme s'engage à ce que, pendant toute la durée de validité de l'exception, au moins les prestations prévues par la LAMal soient couvertes pour les traitements en Suisse. Pour les personnes en stade de formation ou de perfectionnement, l'autorité cantonale compétente peut, sur requête et pour trois années supplémentaires au plus, prolonger la durée de l'exception lorsque les autres conditions sont remplies. L'intéressé ou l'organisme responsable du programme ne peut revenir sur l'exception ou la renonciation à une exception.

⁵ Sont exceptés sur requête les travailleurs détachés en Suisse qui sont exemptés de l'obligation de payer les cotisations de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité suisse (AVS/AI) en vertu d'une convention internationale de sécurité sociale, ainsi que les membres de leur famille au sens de l'article 3, 2^e alinéa, lorsque leur employeur s'engage à ce que, pendant toute la durée de validité de l'exception, au moins les prestations prévues par la LAMal soient assurées pour

¹⁾ RS 832.102; RO 1995 3867

²⁾ RS 142.20

les traitements en Suisse. Cette disposition est applicable par analogie aux autres personnes exemptées de l'obligation de payer des cotisations de l'AVS/AI par une autorisation exceptionnelle prévue dans une convention internationale en cas de séjour temporaire en Suisse. L'intéressé ou son employeur ne peut revenir sur l'exception ou la renonciation à une exception.

Art. 7a Maintien de l'assurance pour personnes non assujetties

Les assureurs peuvent offrir aux personnes qui étaient soumises à l'assurance obligatoire des soins en vertu des articles 1^{er}, 1^{er} et 2^e alinéas, lettres a et c, et des articles 3 à 6, le maintien des rapports d'assurance sur une base contractuelle. Le contrat peut être conclu auprès du même assureur ou d'un autre. Le financement des prestations qui correspondent à celles de l'assurance obligatoire des soins est régi par les principes de l'assurance-maladie sociale. Les rapports d'assurance sont soumis à la loi sur le contrat d'assurance¹⁾.

Art. 10, 2^e al.

² L'autorité cantonale compétente statue sur les requêtes prévues aux articles 2, 2^e à 5^e alinéas, et 6, 3^e alinéa.

Art. 46, 1^{er} al., let. e

¹ Sont admises en tant que personnes prodiguant des soins sur prescription médicale les personnes suivantes qui exercent à titre indépendant et à leur compte:

e. diététiciens.

Art. 50, let. b

Les logopédistes/orthophonistes doivent:

- b. avoir exercé pendant deux ans une activité pratique en logopédie/orthophonie clinique comportant essentiellement une expérience dans le traitement des adultes, dont au moins une année dans un hôpital, sous la direction d'un médecin spécialisé (oto-rhino-laryngologue, psychiatre, pédopsychiatre, phoniatre ou neurologue) et en compagnie d'un logopédiste/orthophoniste qui remplit les conditions d'admission de la présente ordonnance; une année peut avoir été accomplie dans le cabinet d'un médecin spécialisé, sous la direction de ce dernier et en compagnie d'un logopédiste/orthophoniste qui remplit les conditions d'admission de la présente ordonnance.

¹⁾ RS 221.229.1

Art. 50a Diététiciens

¹ Les diététiciens doivent:

- a. être titulaires d'un diplôme d'une école de diététique reconnue par un organisme désigné en commun par les cantons qui veille à une pratique et à une qualité uniformes sur le plan suisse, ou d'un diplôme reconnu équivalent par cet organisme;
- b. avoir exercé pendant deux ans leur activité auprès d'un diététicien admis en vertu de la présente ordonnance, ou dans un cabinet médical, un hôpital ou une organisation privée ou publique sous la direction d'un diététicien qui remplit les conditions d'admission de la présente ordonnance.

² Le département désigne l'organisme compétent pour la reconnaissance des diplômes si les cantons ne le font eux-mêmes.

Art. 67, 4^e al.

⁴ Les conventions tarifaires entre assureurs et pharmaciens qui prévoient le système du tiers payant peuvent, jusqu'au 31 décembre 2001, déroger à titre d'essai au 1^{er} alinéa en soumettant les prestations du pharmacien à un système tarifaire. Les parties aux conventions évaluent ces essais.

Art. 91a Réduction de primes en cas d'assujettissement à une autre assurance

¹ Les assureurs peuvent réduire les primes d'assurance des soins des personnes soumises à l'assurance militaire durant plus de 60 jours consécutifs, ce pendant la durée des situations et activités auxquelles s'étend cette assurance (art. 1^{er} LAM).

² Les assureurs peuvent réduire les primes d'assurance des soins des personnes qui ont conclu une assurance facultative ou par convention selon la loi sur l'assurance-accidents¹⁾, ce pendant la durée de la couverture des accidents. La réduction ne peut excéder la part qui correspond à cette ouverture.

Art. 94, 2^e al.

² Le passage à une franchise moins élevée ou à une autre forme d'assurance ainsi que le changement d'assureur sont possibles un an au plus tôt après l'adhésion à l'assurance avec franchises à option, pour la fin d'une année civile et moyennant préavis donné dans les délais fixés à l'article 7, 1^{er} et 2^e alinéas, de la loi.

Art. 97, 2^e al.

² L'assuré peut passer dans une autre forme d'assurance ou changer d'assureur au plus tôt cinq ans après avoir adhéré à l'assurance avec bonus, pour la fin d'une année civile et moyennant préavis donné dans les délais fixés à l'article 7, 1^{er} et 2^e alinéas, de la loi.

¹⁾ RS 832.20

Art. 132, 3^e et 4^e al.

³ Les caisses-maladie peuvent offrir aux personnes visées aux 1^{er} et 2^e alinéas de maintenir les rapports d'assurance sur une base contractuelle après le 31 décembre 1996. Le contrat peut être conclu auprès de la même caisse-maladie ou d'un autre assureur au sens de l'article 11 de la loi. Le financement des prestations qui correspondent à celles de l'assurance obligatoire des soins est régi par les principes de l'assurance-maladie sociale. Les rapports d'assurance sont soumis à la loi sur le contrat d'assurance.

⁴ Lorsqu'un traitement commencé avant le 1^{er} janvier 1997 se poursuit après cette date, la caisse-maladie doit maintenir le rapport d'assurance selon l'ancien droit jusqu'à la fin du traitement.

Art. 134, 2^e al.

² Les logopédistes-orthophonistes et les diététiciens qui ne remplissent que partiellement les conditions d'admission de la présente ordonnance, mais qui ont achevé leur formation et exercé leur profession de manière indépendante et à leur propre compte avant l'entrée en vigueur de la loi, peuvent exercer à la charge de l'assurance-maladie sous le nouveau droit, s'ils sont admis en vertu du droit cantonal dans les quatre ans qui suivent l'entrée en vigueur de la loi.

II

¹ La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997, à l'exception de l'article 7a.

² L'article 7a entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1996.

25 novembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz
Le chancelier de la Confédération, Couchepin

Ordonnance 97

sur les allocations de renchérissement aux rentiers de l'assurance-accidents obligatoire

du 9 décembre 1996

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'article 34 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents¹⁾,

arrête:

Article premier

¹ Les bénéficiaires de rentes de l'assurance-accidents obligatoire reçoivent une allocation de renchérissement s'élevant à 2,6 pour cent de la rente qui leur était allouée jusque-là; le 2^e alinéa est réservé.

² Pour les rentes nées depuis le 1^{er} janvier 1995 et qui se rapportent à des accidents survenus après le 1^{er} janvier 1992, l'allocation est fixée selon le barème suivant:

Année de l'accident	Allocation de renchérissement en pour-cent de la rente
1992	6,1
1993	3,2
1994	2,6
1995	0,6
1996	0,0

Art. 2

Pour les rentes calculées conformément à l'article 24, 2^e alinéa, de l'ordonnance du 20 décembre 1982²⁾ sur l'assurance-accidents, l'année qui précède l'ouverture du droit à la rente est considérée comme année de l'accident au sens de l'article 1^{er}, 2^e alinéa.

Art. 3

L'ordonnance 95 du 5 décembre 1994³⁾ sur les allocations de renchérissement aux rentiers de l'assurance-accidents obligatoire est abrogée.

RS 832.205.27

¹⁾ RS 832.20

²⁾ RS 832.202

³⁾ RO 1994 2804

Art. 4

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

9 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38875

**Ordonnance
sur la fixation des droits de douane,
des contingents tarifaires et des parts de douane
à affectation spéciale applicables aux produits agricoles
(Ordonnance sur les droits de douane en matière agricole, ODDAg)**

Modification du 2 décembre 1996

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

Les annexes 1 et 2 de l'ordonnance du 17 mai 1995¹⁾ sur les droits de douane en matière agricole ont la nouvelle teneur selon l'appendice ci-joint.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

2 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N38852

¹⁾ RS 916.011; RO 1996 702 1110 1166 1411 1715 2518 2729

Droits de douane applicables aux produits agricoles importés et parts de droits de douane à affectation spéciale

Organisation de marché: animaux de l'espèce chevaline (RS 916.322.1)

Numéro du tarif	Droit de douane par unité [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
0101. 1993	2,250.00	-	-	-	-	-	
1994	900.00	-	-	-	-	-	

[1] Les droits de douane qui s'écarternt du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

Organisation de marché: animaux reproducteurs et semences de bovins (RS 916.302.1)

Numéro du tarif	Droit de douane par unité [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		-----	-----	-----	-----	-----	-----	
	(fr.)	(fr.)	(%)	affect.		(fr.)	(%)	
0102. 1091	<i>2,500.00</i>	-	-	-	-	-	-	
1099	<i>1,500.00</i>	-	-	-	-	-	-	
0103. 1090	<i>1,000.00</i>	-	-	-	-	-	-	
9110	<i>33.00</i>	-	-	-	-	-	-	
9210	<i>10.00</i>	-	-	-	-	-	-	
0104. 1010	<i>5.00</i>	-	-	-	-	-	-	
2010	<i>3.00</i>	-	-	-	-	-	-	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

Organisation de marché: animaux de boucherie, viandes des animaux des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine (RS 916.341)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect	(fr.)	(%)	
0101. 1911	10.00	-	-	-	-	-	
1919	1344.00	-	-	-	-	-	
0102. 9011	10.00	-	-	-	-	-	
9019	1302.00	-	-	-	-	-	
0103. 9120	33.00	-	-	-	-	-	
9190	1394.00	-	-	-	-	-	
9220	10.00	-	-	-	-	-	
9290	1394.00	-	-	-	-	-	
0104. 1020	5.00	-	-	-	-	-	
1090	113.00	-	-	-	-	-	
2020	3.00	-	-	-	-	-	
2090	24.75	-	-	-	-	-	
0201. 1011	9.00	-	-	-	-	-	
1019	740.00	-	-	-	-	-	
1091	9.00	-	-	-	-	-	
1099	740.00	-	-	-	-	-	
2011	9.00	-	-	-	-	-	
2019	1,288.00	-	-	-	-	-	
2091	9.00	-	-	-	-	-	
2099	1,288.00	-	-	-	-	-	
3011	9.00	-	-	-	-	-	
3019	2,207.00	-	-	-	-	-	
3091	9.00	-	-	-	-	-	
3099	2,207.00	-	-	-	-	-	

Organisation de marché: animaux de boucherie, viandes des animaux des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine (RS 916.341)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect	(fr.)	(%)	
0202. 1011	9.00	-	-	-	-	-	
1019	740.00	-	-	-	-	-	
1091	9.00	-	-	-	-	-	
1099	740.00	-	-	-	-	-	
2011	9.00	-	-	-	-	-	
2019	1,141.00	-	-	-	-	-	
2091	9.00	-	-	-	-	-	
2099	1,141.00	-	-	-	-	-	
3011	9.00	-	-	-	-	-	
3019	2,038.00	-	-	-	-	-	
3091	9.00	-	-	-	-	-	
3099	2,038.00	-	-	-	-	-	
0203 1191	13.00	-	-	-	-	-	
1199	347.50	-	-	-	-	-	
1291	10.00	-	-	-	-	-	
1299	513.00	-	-	-	-	-	
1981	10.00	-	-	-	-	-	
1991	2,467.00	-	-	-	-	-	
1999	391.00	-	-	-	-	-	
2191	13.00	-	-	-	-	-	
2199	356.50	-	-	-	-	-	
2291	10.00	-	-	-	-	-	
2299	476.00	-	-	-	-	-	
2981	10.00	-	-	-	-	-	
2991	2,467.00	-	-	-	-	-	

Organisation de marché: animaux de boucherie, viandes des animaux des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine (RS 916.341)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
2999	318.00	-	-	-	-	-	
0204. 1010	10.00	-	-	-	-	-	
1090	892.00	-	-	-	-	-	
2110	10.00	-	-	-	-	-	
2190	899.50	-	-	-	-	-	
2210	10.00	-	-	-	-	-	
2290	799.50	-	-	-	-	-	
2310	10.00	-	-	-	-	-	
2390	807.00	-	-	-	-	-	
3010	10.00	-	-	-	-	-	
3090	795.00	-	-	-	-	-	
4110	10.00	-	-	-	-	-	
4190	913.50	-	-	-	-	-	
4210	10.00	-	-	-	-	-	
4290	860.50	-	-	-	-	-	
4310	10.00	-	-	-	-	-	
4390	807.00	-	-	-	-	-	
5010	9.00	-	-	-	-	-	
5090	721.50	-	-	-	-	-	
0205. 0010	4.67	-	-	-	-	-	
0090	1,844.00	-	-	-	-	-	
0206. 1011	9.00	-	-	-	-	-	
1019	96.50	-	-	-	-	-	
1021	6.50	-	-	-	-	-	
1029	840.00	-	-	-	-	-	

Organisation de marché: animaux de boucherie, viandes des animaux des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine (RS 916.341)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
1091	9.00	-	-	-	-	-	
1099	900.00	-	-	-	-	-	
2110	40.00	-	-	-	-	-	
2190	96.50	-	-	-	-	-	
2210	40.00	-	-	-	-	-	
2290	840.00	-	-	-	-	-	
2910	40.00	-	-	-	-	-	
2990	900.00	-	-	-	-	-	
3091	10.00	-	-	-	-	-	
3099	34.00	-	-	-	-	-	
4191	30.00	-	-	-	-	-	
4199	34.00	-	-	-	-	-	
4991	30.00	-	-	-	-	-	
4999	34.00	-	-	-	-	-	
8010	9.00	-	-	-	-	-	
8090	33.50	-	-	-	-	-	
9010	10.00	-	-	-	-	-	
9090	34.00	-	-	-	-	-	
0209. 0011	8.00	-	-	-	-	-	
0019	10.00	-	-	-	-	-	
0210. 1191	75.00	-	-	-	-	-	
1199	1,515.00	-	-	-	-	-	
1291	75.00	-	-	-	-	-	
1299	177.50	-	-	-	-	-	
1991	75.00	-	-	-	-	-	

Organisation de marché: animaux de boucherie, viandes des animaux des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine (RS 916.341)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
1999	867.00	-	-	-	-	-	
2010	75.00	-	-	-	-	-	
2090	995.00	-	-	-	-	-	
9011	7.00	-	-	-	-	-	
9012	9.00	-	-	-	-	-	
9019	9.00	-	-	-	-	-	
0504. 0039	0.50	-	-	-	-	-	
1602. 1010	85.00	-	-	-	-	-	
1090	163.00	-	-	-	-	-	
2071	120.00	-	-	-	-	-	
2079	818.50	-	-	-	-	-	
4111	65.00	-	-	-	-	-	
4119	805.00	-	-	-	-	-	
4191	50.00	-	-	-	-	-	
4199	805.00	-	-	-	-	-	
4210	50.00	-	-	-	-	-	
4290	805.00	-	-	-	-	-	
4910	50.00	-	-	-	-	-	
4990	875.00	-	-	-	-	-	
5011	40.00	-	-	-	-	-	
5019	604.00	-	-	-	-	-	
5091	50.00	-	-	-	-	-	
5099	594.00	-	-	-	-	-	

Organisation de marché: animaux de boucherie, viandes des animaux des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine (RS 916.341)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
9011	<i>50.00</i>	-	-	-	-	-	
9019	<i>644.00</i>	-	-	-	-	-	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

Organisation de marché: volaille (RS 916.335)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciales -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
0207. 1110	30.00	-	-	-	-	-	
1210	30.00	-	-	-	-	-	
1311	30.00	-	-	-	-	-	
1321	30.00	-	-	-	-	-	
1481	30.00	-	-	-	-	-	
1491	30.00	-	-	-	-	-	
2410	30.00	-	-	-	-	-	
2510	30.00	-	-	-	-	-	
2611	30.00	-	-	-	-	-	
2621	30.00	-	-	-	-	-	
2781	30.00	-	-	-	-	-	
2791	30.00	-	-	-	-	-	
3211	30.00	-	-	-	-	-	
3291	30.00	-	-	-	-	-	
3311	30.00	-	-	-	-	-	
3391	30.00	-	-	-	-	-	
3511	30.00	-	-	-	-	-	
3591	30.00	-	-	-	-	-	
3610	38.50	-	-	-	-	-	
3691	30.00	-	-	-	-	-	
0210. 9031	30.00	-	-	-	-	-	
9041	30.00	-	-	-	-	-	
9051	30.00	-	-	-	-	-	
9061	30.00	-	-	-	-	-	
9071	30.00	-	-	-	-	-	

Organisation de marché: volaille (RS 916.335)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciales			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
9081	30.00	-	-	-	-	-	
1602. 3110	50.00	-	-	-	-	-	
3210	50.00	-	-	-	-	-	
3910	50.00	-	-	-	-	-	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

Organisation de marché: produits laitiers (RS 916.355.1)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
0401. 1010	18.00	12.60	70.0	[2]	5.40	30.0	contingent partiel 07.1
1090	43.50	30.45	70.0	[2]	13.05	30.0	
2010	18.00	12.60	70.0	[2]	5.40	30.0	contingent partiel 07.1
2090	82.50	57.75	70.0	[2]	24.75	30.0	
3010	832.50	582.75	70.0	[2]	249.75	30.0	(contingent partiel 07.6)
3020	1,340.00	938.00	70.0	[2]	402.00	30.0	(contingent partiel 07.6)
0402. 1000	345.00	241.50	70.0	[2]	103.50	30.0	(contingent partiel 07.6)
2111	50.00	35.00	70.0	[2]	15.00	30.0	contre-prestation en faveur de la production indigène (contingent partiel 07.2)
2119	714.00	499.80	70.0	[2]	214.20	30.0	
2120	1,340.00	938.00	70.0	[2]	402.00	30.0	(contingent partiel 07.6)
2911	50.00	35.00	70.0	[2]	15.00	30.0	contre-prestation en faveur de la production indigène (contingent partiel 07.2)
2919	779.00	545.30	70.0	[2]	233.70	30.0	
2920	1,340.00	938.00	70.0	[2]	402.00	30.0	(contingent partiel 07.6)
9110	223.00	156.10	70.0	[2]	66.90	30.0	(contingent partiel 07.6)
9120	1,340.00	938.00	70.0	[2]	402.00	30.0	(contingent partiel 07.6)
9910	223.00	156.10	70.0	[2]	66.90	30.0	(contingent partiel 07.6)
9920	1,465.00	1,025.50	70.0	[2]	439.50	30.0	(contingent partiel 07.6)
0403. 1020	102.00	71.40	70.0	[2]	30.60	30.0	(contingent partiel 07.6)
1091	18.00	12.60	70.0	[2]	5.40	30.0	contingent partiel 07.3
1099	746.50	522.55	70.0	[2]	223.95	30.0	
9031	151.50	106.05	70.0	[2]	45.45	30.0	(contingent partiel 07.6)
9039	1,532.00	1,072.40	70.0	[2]	459.60	30.0	(contingent partiel 07.6)
9041	18.00	12.60	70.0	[2]	5.40	30.0	contingent partiel 07.3
9049	151.50	106.05	70.0	[2]	45.45	30.0	
9051	18.00	12.60	70.0	[2]	5.40	30.0	contingent partiel 07.3

Organisation de marché: produits laitiers (RS 916.355.1)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résicuels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
9059	75.85	53.09	70.0	[2]	22.76	30.0	
9061	151.50	106.05	70.0	[2]	45.45	30.0	(contingent partiel 07.6)
9069	1,465.00	1,025.50	70.0	[2]	439.50	30.0	(contingent partiel 07.6)
9071	145.00	101.50	70.0	[2]	43.50	30.0	(contingent partiel 07.6)
9091	18.00	12.60	70.0	[2]	5.40	30.0	contingent partiel 07.3
9099	746.50	522.55	70.0	[2]	223.95	30.0	
0404. 1000	170.00	119.00	70.0	[2]	51.00	30.0	(contingent partiel 07.6)
9011	170.00	119.00	70.0	[2]	51.00	30.0	(contingent partiel 07.6)
9019	1,465.00	1,025.50	70.0	[2]	439.50	30.0	(contingent partiel 07.6)
9081	25.00	17.50	70.0	[2]	7.50	30.0	contingent partiel 07.3
9089	78.50	54.95	70.0	[2]	23.55	30.0	
9099	1,440.00	1,008.00	70.0	[2]	432.00	30.0	(contingent partiel 07.6)
0405. 1011	20.00	14.00	70.0	[3]	6.00	30.0	monopole de la BUTYRA (contingent partiel 07.4)
1019	1,787.00	1,250.90	70.0	[3]	536.10	30.0	
1091	30.00	21.00	70.0	[3]	9.00	30.0	monopole de la BUTYRA (contingent partiel 07.4)
1099	1,787.00	1,250.90	70.0	[3]	536.10	30.0	
2010	20.00	14.00	70.0	[3]	6.00	30.0	contingent partiel 07.3
2090	1,787.00	1,250.90	70.0	[3]	536.10	30.0	
9010	30.00	21.00	70.0	[3]	9.00	30.0	contingent partiel 07.3
9090	1,787.00	1,250.90	70.0	[3]	536.10	30.0	
0406. 1010	27.75	22.20	80.0	[4]	5.55	20.0	(contingent partiel 07.6)
1020	287.00	229.60	80.0	[4]	57.40	20.0	(contingent partiel 07.6)
1090	314.50	251.60	80.0	[4]	62.90	20.0	(contingent partiel 07.6)
2010	444.00	355.20	80.0	[4]	88.80	20.0	(contingent partiel 07.6)
2010	342.50	274.00	80.0	[4]	68.50	20.0	(avec certificat d'exportation contingent partiel 07.6)

Organisation de marché: produits laitiers (RS 916.355.1)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
9099	342.50	274.00	80.0	[4]	68.50	20.0	(contingent partiel 07.6)

*[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés
en caractères italiques gras*

[2] Compte laitier (loi sur l'agriculture, art. 26, RS 910.1)

[3] Compte laitier (loi sur l'agriculture, art. 26, RS 910.1)

[4] Compte laitier (loi sur l'agriculture, art. 26, RS 910.1)

Organisation de marché: produits laitiers (RS 916.355.1)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
2090	342.50	274.00	80.0	[4]		68.50	20.0	(contingent partiel 07.6)
3010	250.00	200.00	80.0	[4]		50.00	20.0	(contingent partiel 07.6)
3090	481.00	384.80	80.0	[4]		96.20	20.0	(contingent partiel 07.6)
4010	23.15	18.52	80.0	[4]		4.63	20.0	(contingent partiel 07.6)
4021	92.50	74.00	80.0	[4]		18.50	20.0	(contingent partiel 07.6)
4029	314.50	251.60	80.0	[4]		62.90	20.0	(contingent partiel 07.6)
4081	444.00	355.20	80.0	[4]		88.80	20.0	(contingent partiel 07.6)
4081	342.50	274.00	80.0	[4]		68.50	20.0	(avec certificat d'exportation, contingent partiel 07.6)
ex 4081	92.50	74.00	80.0	[4]		18.50	20.0	(Roquefort avec certificat d'origine, contingent partiel 07.6)
4089	342.50	274.00	80.0	[4]		68.50	20.0	(contingent partiel 07.6)
9011	27.75	22.20	80.0	[4]		5.55	20.0	(contingent partiel 07.6)
9019	314.50	251.60	80.0	[4]		62.90	20.0	(contingent partiel 07.6)
9021	37.00	29.60	80.0	[4]		7.40	20.0	(contingent partiel 07.6)
9031	125.00	100.00	80.0	[4]		25.00	20.0	(contingent partiel 07.6)
9031	23.00	18.40	80.0	[4]		4.60	20.0	(avec certificat d'exportation, contingent partiel 07.6)
9039	23.00	18.40	80.0	[4]		4.60	20.0	(contingent partiel 07.6)
9051	416.50	333.20	80.0	[4]		83.30	20.0	(contingent partiel 07.6)
9051	314.50	251.60	80.0	[4]		62.90	20.0	(avec certificat d'exportation, contingent partiel 07.6)
9051	50.00	40.00	80.0	[4]		10.00	20.0	(avec certificat d'exportation, contingent partiel 07.5)
9059	314.50	251.60	80.0	[4]		62.90	20.0	(contingent partiel 07.6)
9059	50.00	40.00	80.0	[4]		10.00	20.0	(contingent partiel 07.5)
9060	55.50	44.40	80.0	[4]		11.10	20.0	(contingent partiel 07.6)
9091	444.00	355.20	80.0	[4]		88.80	20.0	(contingent partiel 07.6)
9091	342.50	274.00	80.0	[4]		68.50	20.0	(avec certificat d'exportation, contingent partiel 07.6)
ex 9091	25.00	20.00	80.0	[4]		5.00	20.0	(Manchego, contingent partiel 07.6)

Organisation de marché: oeufs et produits à base d'oeufs (RS 916.371)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
0407. 0010	50.00	35.00	70.0	[2]		15.00	30.0	
0090	404.00	35.00	8.7	[2]		369.00	91.3	
0408. 1110	255.00	175.00	68.6	[2]		80.00	31.4	
1190	255.00	175.00	68.6	[2]		80.00	31.4	
1910	79.00	39.00	49.4	[2]		40.00	50.6	
1990	79.00	39.00	49.4	[2]		40.00	50.6	
9110	255.00	175.00	68.6	[2]		80.00	31.4	
9190	255.00	175.00	68.6	[2]		80.00	31.4	
9910	79.00	39.00	49.4	[2]		40.00	50.6	
9990	79.00	39.00	49.4	[2]		40.00	50.6	
3502. 1110	255.00	175.00	68.6	[2]		80.00	31.4	
1190	255.00	175.00	68.6	[2]		80.00	31.4	
1910	79.00	39.00	49.4	[2]		40.00	50.6	
1990	79.00	39.00	49.4	[2]		40.00	50.6	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

**[2] Caisse de compensation des prix des oeufs (loi fédérale sur les marchandises à prix protégés
et la caisse de compensation des prix des oeufs et des produits à base d'oeufs, art. 3 à 5, RS 942.30)**

Taxe phytosanitaire (RS 916.20)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
0601. 1010	38.10	5.00	13.1	[2]	33.10	86.9	
1090	42.50	5.00	11.8	[2]	37.50	88.2	
2010	1.40	1.20	85.7	[2]	0.20	14.3	
2020	24.00	5.00	20.8	[2]	19.00	79.2	
2091	79.50	5.00	6.3	[2]	74.50	93.7	
2099	42.50	5.00	11.8	[2]	37.50	88.2	
0602. 1000	7.20	7.00	97.2	[2]	0.20	2.8	
2051	7.20	7.00	97.2	[2]	0.20	2.8	
2059	5.20	5.00	96.2	[2]	0.20	3.8	
2079	24.00	7.00	29.2	[2]	17.00	70.8	
2089	19.60	5.00	25.5	[2]	14.60	74.5	
3000	20.60	5.00	24.3	[2]	15.60	75.7	
4010	5.20	5.00	96.2	[2]	0.20	3.8	
4091	25.90	7.00	27.0	[2]	18.90	73.0	
4099	24.50	5.00	20.4	[2]	19.50	79.6	
9011	1.40	1.20	85.7	[2]	0.20	14.3	
9012	0.20	-	-	-	-	-	
9019	5.20	5.00	96.2	[2]	0.20	3.8	
9091	24.00	7.00	29.2	[2]	17.00	70.8	
9099	19.60	5.00	25.5	[2]	14.60	74.5	
0603. 1091	15.50	5.00	32.3	[2]	10.50	67.7	
0604. 1010	0.00	-	-	-	-	-	
9111	0.00	-	-	-	-	-	
9119	5.00	5.00	100.0	[2]	0.00	0.0	
9190	0.00	-	-	-	-	-	
9910	0.00	-	-	-	-	-	

Taxe phytosanitaire (RS 916.20)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----	Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----	Texte complémentaire
	(fr.)	(fr.) (%) affect.	(fr.) (%)	
0713. 3319	<i>0.00</i>	- - -	- -	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

[2] Fonds pour la protection des plantes (loi sur l'agriculture, art. 68, RS 910.1)

Organisation de marché: plants d'arbres fruitiers (RS 916.131.2)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciales -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
ex 0602. 2011	1,896.00	7.00	0.4	[2]	1,889.00	99.6	
ex 2011	7.00	7.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]
ex 2019	1,896.00	5.00	0.3	[2]	1,891.00	99.7	
ex 2019	5.00	5.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]
ex 2021	555.00	7.00	1.3	[2]	548.00	98.7	
ex 2021	7.00	7.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]
ex 2029	555.00	5.00	0.9	[2]	550.00	99.1	
ex 2029	5.00	5.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]
ex 2031	1,896.00	7.00	0.4	[2]	1,889.00	99.6	
ex 2031	7.00	7.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]
ex 2039	1,896.00	5.00	0.3	[2]	1,891.00	99.7	
ex 2039	5.00	5.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]
ex 2041	555.00	7.00	1.3	[2]	548.00	98.7	
ex 2041	7.00	7.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]
ex 2049	555.00	5.00	0.9	[2]	550.00	99.1	
ex 2049	5.00	5.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]

Organisation de marché: plants d'arbres fruitiers (RS 916.131.2)

Numéro du tarif		Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciales -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
ex	2071	1875.00	7.00	0.4	[2]	1,868.00	99.6	
ex	2071	7.00	7.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]
ex	2072	1875.00	7.00	0.4	[2]	1,868.00	99.6	
ex	2072	5.00	5.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]
ex	2081	200.00	5.00	2.5	[2]	195.00	97.5	
ex	2081	7.00	7.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]
ex	2082	200.00	5.00	2.5	[2]	195.00	97.5	
ex	2082	5.00	5.00	100.0	[2]	0.00	0.0	[3]

[1] *Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras*

[2] Fonds pour la protection des plantes (loi sur l'agriculture, art. 68, RS 910.1)

[3] Dans le cadre d'une importation selon l'article 6a de l'ordonnance sur la culture professionnelle, le commerce et l'importation de plants d'arbres fruitiers (RS 916.131.2, RO 4273)

Organisation de marché: fleurs coupées (RS 916.121.10)

Numéro du tarif		Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
0603.	1039	1,200.00	-	-	-	-	-	
	1041	12.50	-	-	-	-	-	
	1049	3,500.00	-	-	-	-	-	
	1051	25.00	5.00	20.0	[2]	20.00	80.0	
	1061	2,200.00	5.00	0.2	[2]	2,195.00	99.8	
	1069	2,200.00	-	-	-	-	-	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

[2] Fonds pour la protection des plantes (loi sur l'agriculture, art. 68, RS 910.1)

Organisation de marché: pommes de terre, y compris plants de pommes de terre et produits à base de pommes de terre (RS 916.113.211)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciales			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
0701. 1010	<i>1.40</i>	1.20	85.7	[2]	0.20	14.3	
1090	48.00	1.20	2.5	[2]	46.80	97.5	
9010	<i>6.00</i>	-	-	-	-	-	
2005. 2029	<i>785.00</i>	-	-	-	-	-	
2099	<i>257.30</i>	-	-	-	-	-	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

[2] Fonds pour la protection des plantes (loi sur l'agriculture, art. 68, RS 910.1)

Organisation de marché: légumes frais (système des deux phases; RS 916.121.10)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciales -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
ex 0702. 0019	600.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 0029	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 0039	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 0099	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 0703. 1029	250.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1039	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1059	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1069	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1079	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9019	130.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9029	130.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 0704. 1099	120.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 2019	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9019	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9029	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9039	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9049	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9059	120.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9062	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9079	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 0705. 1119	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1129	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1199	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1919	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1929	400.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1939	400.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement

Organisation de marché: légumes frais (système des deux phases; RS 916.121.10)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciales			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
ex 1949	400.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1959	400.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1999	400.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 2119	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 2919	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 2929	250.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 2939	250.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 2949	250.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 2959	350.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 2969	350.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 2979	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
0706. 1019	250.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1029	120.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1039	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9019	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9029	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9039	350.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9049	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9059	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9069	350.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 0707. 0019	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 0029	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 0708. 1019	250.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 1029	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 2049	250.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 2099	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement

Organisation de marché: légumes frais (système des deux phases; RS 916.121.10)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciales			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
ex 0709. 2019	480.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 3019	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 4019	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 4029	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
6012	10.00	-	-	-	-	-	
ex 7019	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9019	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9029	100.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9039	150.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9049	300.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9059	130.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 9069	150.00						période d'auto-approvisionnement
ex 9079	700.00						période d'auto-approvisionnement

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

Organisation de marché: légumes congelés (RS 916.121.10)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciales			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
0710. 2190	185.00	134.13	72.5	[2]	50.87	27.5	
2299	185.00	134.13	72.5	[2]	50.87	27.5	
3019	185.00	134.13	72.5	[2]	50.87	27.5	
8019	185.00	134.13	72.5	[2]	50.87	27.5	
9019	185.00	134.13	72.5	[2]	50.87	27.5	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

[2] Fonds pour la culture des champs (loi sur l'agriculture, art. 23, RS 910.1)

Organisation de marché: fruits frais (système des deux phases; RS 916.121.10)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
0808. 1021	2.00	-	-	-	-	-	
1022	2.00	-	-	-	-	-	
ex 1029	140.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
0808. 1031	5.00	-	-	-	-	-	
1032	5.00	-	-	-	-	-	
ex 1039	140.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
0808. 2021	2.00	-	-	-	-	-	
2022	2.00	-	-	-	-	-	
ex 2029	120.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
0808. 2031	5.00	-	-	-	-	-	
2032	5.00	-	-	-	-	-	
ex 2039	120.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
0809. 1011	3.00	-	-	-	-	-	
1018	3.00	-	-	-	-	-	
ex 1019	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
0809. 1091	5.00	-	-	-	-	-	
1098	5.00	-	-	-	-	-	
ex 1099	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement

Organisation de marché: fruits frais (système des deux phases; RS 916.121.10)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
0809. 2010	3.00	-	-	-	-	-	
2011	3.00	-	-	-	-	-	
ex 2019	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
0809. 3010	4.00	-	-	-	-	-	
3020	4.00	-	-	-	-	-	
0809. 4012	3.00	-	-	-	-	-	
4013	3.00	-	-	-	-	-	
ex 4014	111.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
4015	3.00	-	-	-	-	-	
0809 4092	10.00	-	-	-	-	-	
4093	10.00	-	-	-	-	-	
ex 4094	111.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
4095	10.00	-	-	-	-	-	
ex 0810. 1019	450.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 0810. 2019	400.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
ex 0810 2029	300.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement
0810. 3010	5.00	-	-	-	-	-	
3011	5.00	-	-	-	-	-	
ex 3019	200.00	-	-	-	-	-	période d'auto-approvisionnement

Organisation de marché: fruits frais (système des deux phases; RS 916.121.10)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
0810. 3020	<i>5.00</i>	-	-	-	-	-	
9099	<i>4.30</i>	-	-	-	-	-	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

Organisation de marché: fruits à cidre et produits de fruits (RS 916.132.12)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		-----	-----	-----	-----	-----	
	(fr)	(fr.)	(%)	affect.	(fr)	(%)	
0808. 1011	2.00	-	-	-	-	-	
2011	2.00	-	-	-	-	-	
ex 1302. 2019	139.00	-	-	-	-	-	dans le cadre du contingent tarifaire autonome
ex 2029	50.90	-	-	-	-	-	dans le cadre du contingent tarifaire autonome

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

Organisation de marché: semences de céréales fourragères (RS 916.112.211)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
0713. 5015	0.00	-	-	-	-	-	-	
5018	0.00	-	-	-	-	-	-	
1003. 0010	64.75	64.20	99.2	[2]	0.55	0.8		
1004. 0010	55.50	54.95	99.0	[2]	0.55	1.0		
1005. 1000	53.50	53.04	99.1	[2]	0.46	0.9		

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

[2] Financement du Fonds des semences (loi sur l'agriculture, art. 23c, RS 910.1)

Organisation de marché: semences et vesces de semence (RS 531.215.21)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----		Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		• Texte complémentaire
		(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
1209. 1910	<i>0.50</i>	-	-	-	-	
2100	<i>0.00</i>	-	-	-	-	
2200	<i>0.00</i>	-	-	-	-	
2300	<i>0.00</i>	-	-	-	-	
2400	<i>0.00</i>	-	-	-	-	
2500	<i>0.00</i>	-	-	-	-	
2600	<i>0.00</i>	-	-	-	-	
2919	<i>0.00</i>	-	-	-	-	
2980	<i>0.00</i>	-	-	-	-	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

*Organisation de marché: huiles et graisses comestibles (RS 916.358.451)*

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
1104. 3011	83.00	76.36	92.0	[2]		6.64	8.0	
3012	77.10	70.93	92.0	[2]		6.17	8.0	
3021	39.20	36.06	92.0	[2]		3.14	8.0	
3039	94.85	87.26	92.0	[2]		7.59	8.0	
1501 0018	153.00	140.76	92.0	[2]		12.24	8.0	
0019	163.20	150.14	92.0	[2]		13.06	8.0	
0028	163.00	149.96	92.0	[2]		13.04	8.0	
0029	173.20	159.34	92.0	[2]		13.86	8.0	
1502 0091	148.00	136.16	92.0	[2]		11.84	8.0	
0099	158.20	145.54	92.0	[2]		12.66	8.0	
1503 0091	148.00	136.16	92.0	[2]		11.84	8.0	
0099	158.20	145.54	92.0	[2]		12.66	8.0	
1504 1098	148.00	136.16	92.0	[2]		11.84	8.0	
1099	158.20	145.54	92.0	[2]		12.66	8.0	
2091	148.00	136.16	92.0	[2]		11.84	8.0	
2099	158.20	145.54	92.0	[2]		12.66	8.0	
3091	148.00	136.16	92.0	[2]		11.84	8.0	
3099	158.20	145.54	92.0	[2]		12.66	8.0	
1506 0091	148.00	136.16	92.0	[2]		11.84	8.0	
0099	158.20	145.54	92.0	[2]		12.66	8.0	
1507 1090	133.70	123.00	92.0	[2]		10.70	8.0	
9018	168.00	154.56	92.0	[2]		13.44	8.0	
9019	178.20	163.94	92.0	[2]		14.26	8.0	
9098	145.00	133.40	92.0	[2]		11.60	8.0	

Organisation de marché: huiles et graisses comestibles (RS 916.358.451)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
9099	155.20	142.78	92.0	[2]		12.42	8.0	
1508 1090	133.70	123.00	92.0	[2]		10.70	8.0	
9018	168.00	154.56	92.0	[2]		13.44	8.0	
9019	178.20	163.94	92.0	[2]		14.26	8.0	
9098	145.00	133.40	92.0	[2]		11.60	8.0	
9099	155.20	142.78	92.0	[2]		12.42	8.0	
1509 1091	101.20	93.10	92.0	[2]		8.10	8.0	
1099	144.00	132.48	92.0	[2]		11.52	8.0	
9091	101.20	93.10	92.0	[2]		8.10	8.0	
9099	144.00	132.48	92.0	[2]		11.52	8.0	
1510 0091	134.70	123.92	92.0	[2]		10.78	8.0	
0099	144.00	132.48	92.0	[2]		11.52	8.0	
1511 1090	123.20	113.34	92.0	[2]		9.86	8.0	
9018	168.00	154.56	92.0	[2]		13.44	8.0	
9019	178.20	163.94	92.0	[2]		14.26	8.0	
9098	145.00	133.40	92.0	[2]		11.60	8.0	
9099	155.20	142.78	92.0	[2]		12.42	8.0	
1512 1190	133.70	123.00	92.0	[2]		10.70	8.0	
1918	168.00	154.56	92.0	[2]		13.44	8.0	
1919	178.20	163.94	92.0	[2]		14.26	8.0	
1998	145.00	133.40	92.0	[2]		11.60	8.0	
1999	155.20	142.78	92.0	[2]		12.42	8.0	
2190	133.70	123.00	92.0	[2]		10.70	8.0	
2991	145.00	133.40	92.0	[2]		11.60	8.0	
2999	155.20	142.78	92.0	[2]		12.42	8.0	

Organisation de marché: huiles et graisses comestibles (RS 916.358.451)

Numéro du tarif		Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
1513	1190	128.50	118.22	92.0	[2]	10.28	8.0	
	1918	168.00	154.56	92.0	[2]	13.44	8.0	
	1919	178.20	163.94	92.0	[2]	14.26	8.0	
	1998	163.00	149.96	92.0	[2]	13.04	8.0	
	1999	173.20	159.34	92.0	[2]	13.86	8.0	
	2190	128.50	118.22	92.0	[2]	10.28	8.0	
	2918	168.00	154.56	92.0	[2]	13.44	8.0	
	2919	178.20	163.94	92.0	[2]	14.26	8.0	
	2998	163.00	149.96	92.0	[2]	13.04	8.0	
	2999	173.20	159.34	92.0	[2]	13.86	8.0	
1514	1090	133.70	123.00	92.0	[2]	10.70	8.0	
	9091	145.00	133.40	92.0	[2]	11.60	8.0	
	9099	155.20	142.78	92.0	[2]	12.42	8.0	
1515	1190	133.70	123.00	92.0	[2]	10.70	8.0	
	1991	145.00	133.40	92.0	[2]	11.60	8.0	
	1999	155.20	142.78	92.0	[2]	12.42	8.0	
	2190	133.70	123.00	92.0	[2]	10.70	8.0	
	2991	145.00	133.40	92.0	[2]	11.60	8.0	
	2999	155.20	142.78	92.0	[2]	12.42	8.0	
	3091	145.00	133.40	92.0	[2]	11.60	8.0	
	3099	155.20	142.78	92.0	[2]	12.42	8.0	
	4091	145.00	133.40	92.0	[2]	11.60	8.0	
	4099	155.20	142.78	92.0	[2]	12.42	8.0	
	5019	133.70	123.00	92.0	[2]	10.70	8.0	
	5091	145.00	133.40	92.0	[2]	11.60	8.0	

Organisation de marché: huiles et graisses comestibles (RS 916.358.451)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
5099	155.20	142.78	92.0	[2]		12.42	8.0	
6091	145.00	133.40	92.0	[2]		11.60	8.0	
6099	155.20	142.78	92.0	[2]		12.42	8.0	
9013	133.10	122.45	92.0	[2]		10.65	8.0	
9018	145.00	133.40	92.0	[2]		11.60	8.0	
9019	155.20	142.78	92.0	[2]		12.42	8.0	
9098	145.00	133.40	92.0	[2]		11.60	8.0	
9099	155.20	142.78	92.0	[2]		12.42	8.0	
1516 1091	168.00	154.56	92.0	[2]		13.44	8.0	
1099	178.20	163.94	92.0	[2]		14.26	8.0	
2091	168.00	154.56	92.0	[2]		13.44	8.0	
2099	178.20	163.94	92.0	[2]		14.26	8.0	
1517 1061	156.40	143.89	92.0	[2]		12.51	8.0	
1069	164.60	151.43	92.0	[2]		13.17	8.0	
1071	136.40	125.49	92.0	[2]		10.91	8.0	
1079	143.10	131.65	92.0	[2]		11.45	8.0	
1081	104.50	96.14	92.0	[2]		8.36	8.0	
1089	108.70	100.00	92.0	[2]		8.70	8.0	
1091	83.25	76.59	92.0	[2]		6.66	8.0	
1099	85.80	78.94	92.0	[2]		6.86	8.0	
9061	246.70	226.96	92.0	[2]		19.74	8.0	
9069	261.90	240.95	92.0	[2]		20.95	8.0	
9071	225.50	207.46	92.0	[2]		18.04	8.0	
9079	239.00	219.88	92.0	[2]		19.12	8.0	
9081	204.20	187.8	92.0	[2]		16.34	8.0	

Organisation de marché: huiles et graisses comestibles (RS 916.358.451)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciale -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
9089	<i>216.10</i>	198.81	92.0	[2]	17.29	8.0	
9091	<i>183.00</i>	168.36	92.0	[2]	14.64	8.0	
9099	<i>193.20</i>	177.74	92.0	[2]	15.46	8.0	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

[2] Compte laitier (loi sur l'agriculture, art. 26, RS 910.1)

Organisation de marché: charcuterie (RS 916.341)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciales -----			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération -----		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
1601. 0011	<i>60.00</i>	-	-	-	-	-	
0019	<i>921.50</i>	-	-	-	-	-	
0021	<i>75.00</i>	-	-	-	-	-	
0029	<i>921.50</i>	-	-	-	-	-	
0031	<i>75.00</i>	-	-	-	-	-	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

Organisation de marché: sucre (RS 916.114.11)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
1701. 1100	<i>43.50</i>	23.15	53.2	[2]		20.35	46.8	
1200	<i>43.50</i>	23.15	53.2	[2]		20.35	46.8	
9991	<i>20.35</i>	-	-	-		-	-	
9999	<i>43.50</i>	23.15	53.2	[2]		20.35	46.8	
1702. 3029	<i>14.80</i>	-	-	-		-	-	
3032	<i>43.50</i>	23.15	53.2	[2]		20.35	46.8	
3038	<i>20.35</i>	-	-	-		-	-	
3042	<i>26.71</i>	15.71	58.8	[2]		11.00	41.2	
3048	<i>11.00</i>	-	-	-		-	-	
4019	<i>43.50</i>	23.15	53.2	[2]		20.35	46.8	
4029	<i>26.71</i>	15.71	58.8	[2]		11.00	41.2	
9019	<i>43.50</i>	23.15	53.2	[2]		20.35	46.8	
9029	<i>20.35</i>	-	-	-		-	-	
9032	<i>26.71</i>	15.71	58.8	[2]		11.00	41.2	
9039	<i>11.00</i>	-	-	-		-	-	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

[2] Fonds de compensation (arrêté sur le sucre, art. 10, RS 916.114.1)

Organisation de marché: vin, jus de raisin et moût de raisin (RS 916.140)

Numéro du tarif		Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale (par 100 kg bruts)			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
2009.	6018	34.00 (par hl)	3.74	11.0	[2]	30.26	89.0	
	6019	377.50 (par 100 kg bruts)	41.53	11.0	[2]	335.97	89.0	
2202.	9041	36.00 (par hl)	3.96	11.0	[2]	32.04	89.0	
	9049	385.00	42.35	11.0	[2]	342.65	89.0	
ex 2204.	2129	300.00 (par 100 kg bruts)	-	-	-	-	-	
	2131	34.00 (par hl)	3.74	11.0	[2]	30.26	89.0	
	2139	263.50 (par 100 kg bruts)	28.99	11.0	[2]	234.51	89.0	
	2921	46.00	5.06	11.0	[2]	40.94	89.0	
	2922	34.00 (par hl)	3.74	11.0	[2]	30.26	89.0	
ex	2929	356.00 (par 100 kg bruts)	39.16	11.0	[2]	316.84	89.0	
	2931	42.00	4.62	11.0	[2]	37.38	89.0	
	2932	34.00 (par hl)	3.74	11.0	[2]	30.26	89.0	
	2939	108.00 (par 100 kg bruts)	11.88	11.0	[2]	96.12	89.0	
	2941	31.50	3.47	11.0	[2]	28.03	89.0	
	2942	31.50	3.47	11.0	[2]	28.03	89.0	

Organisation de marché: vin, jus de raisin et moûts de raisin (RS 916.140)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciale (par 100 kg bruts)		Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		(fr.)	(%) affect.	(fr.)	(%)	
	(par hl)					
3000	34.00	3.74	11.0 [2]	30.26	89.0	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

[2] Fonds vinicole (statut du vin, art. 16, RS 916.140)

Organisation de marché: caséine acide (RS 916.355.3)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut <i>[1]</i>	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire
		-----	-----	-----	-----	-----	
	(fr.)	(fr.)	(%) affect.		(fr.)	(%)	
3501. 9090	<i>13.00</i>	-	-	-	-	-	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont imprimés en caractères italiques gras

Organisation de marché: céréales fourragères (chapitre 12 du tarif douanier exempté; cf. organisation du marché des oléagineux; RS 916.112.211)

Annexe I

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire (Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)
		(fr)	(fr)	(%)	affect	(fr)	(%)	
0505 9011	30 50 *	28 67	94 0	[2]		1 83	6 0	
0508 0091	30 00 *	28 20	94 0	[2]		1 80	6 0	
0511 9110	3 00 *	2 82	94 0	[2]		0 18	6 0	
0511 9911	4 00 *	3 76	94 0	[2]		0 24	6 0	
0511 9919	20 00 *	18 80	94 0	[2]		1 20	6 0	
0708 9010	30 00 *	28 20	94 0	[2]		1 80	6 0	
0709 9091	37 00 *	34 78	94 0	[2]		2 22	6 0	
0712 9070	37 00 *	34 78	94 0	[2]		2 22	6 0	
0713 1011	18 00 *	16 92	94 0	[2]		1 08	6 0	
0713 1012	1 80 *	1 69	94 0	[2]		0 11	6 0	10 % de 0713 1011
0713 1013	1 25 *	1 17	94 0	[2]		0 08	6 0	
0713 1091	29 00 *	27 26	94 0	[2]		1 74	6 0	
0713 1092	4 85 *	4 55	94 0	[2]		0 30	6 0	
0713 2011	18 00 *	16 92	94 0	[2]		1 08	6 0	
0713 2012	1 80 *	1 69	94 0	[2]		0 11	6 0	10 % de 0713 2011
0713 2013	0 35 *	0 32	94 0	[2]		0 03	6 0	
0713 2091	29 00 *	27 26	94 0	[2]		1 74	6 0	
0713 2092	4 85 *	4 55	94 0	[2]		0 30	6 0	
0713 3111	18 00 *	16 92	94 0	[2]		1 08	6 0	
0713 3112	1 80 *	1 69	94 0	[2]		0 11	6 0	10 % de 0713 3111
0713 3113	0 35 *	0 32	94 0	[2]		0 03	6 0	
0713 3191	29 00 *	27 26	94 0	[2]		1 74	6 0	
0713 3192	4 85 *	4 55	94 0	[2]		0 30	6 0	
0713 3211	18 00 *	16 92	94 0	[2]		1 08	6 0	
0713 3212	1 80 *	1 69	94 0	[2]		0 11	6 0	10 % de 0713 3211
0713 3213	1 25 *	1 17	94 0	[2]		0 08	6 0	
0713 3291	29 00 *	27 26	94 0	[2]		1 74	6 0	
0713 3292	4 85 *	4 55	94 0	[2]		0 30	6 0	
0713 3311	18 00 *	16 92	94 0	[2]		1 08	6 0	
0713 3312	1 80 *	1 69	94 0	[2]		0 11	6 0	10 % de 0713 3311
0713 3313	1 25 *	1 17	94 0	[2]		0 08	6 0	
0713 3391	29 00 *	27 26	94 0	[2]		1 74	6 0	
0713 3392	4 85 *	4 55	94 0	[2]		0 30	6 0	
0713 3911	18 00 *	16 92	94 0	[2]		1 08	6 0	
0713 3912	1 80 *	1 69	94 0	[2]		0 11	6 0	10 % de 0713 3911
0713 3913	1 25 *	1 17	94 0	[2]		0 08	6 0	
0713 3991	29 00 *	27 26	94 0	[2]		1 74	6 0	
0713 3992	4 85 *	4 55	94 0	[2]		0 30	6 0	
0713 4011	18 00 *	16 92	94 0	[2]		1 08	6 0	
0713 4012	1 80 *	1 69	94 0	[2]		0 11	6 0	10 % de 0713 4011
0713 4013	0 35 *	0 32	94 0	[2]		0 03	6 0	
0713 4091	29 00 *	27 26	94 0	[2]		1 74	6 0	
0713 4092	4 85 *	4 55	94 0	[2]		0 30	6 0	
0713 5012	18 00 *	16 92	94 0	[2]		1 08	6 0	
0713 5013	1 80 *	1 69	94 0	[2]		0 11	6 0	10 % de 0713 5012

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire (Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)
		(fr.)	(fr.)	(%)	affect	(fr.)	(%)
0713 5014	0 35 *	0 32	94 0	[2]	0 03	6 0	
0713 5091	29 00 *	27 26	94 0	[2]	1 74	6 0	
0713 5092	4 85 *	4 55	94 0	[2]	0 30	6 0	
0713 9011	18 00 *	16 92	94 0	[2]	1 08	6 0	
0713 9012	1 80 *	1 69	94 0	[2]	0 11	6 0	10 % de 0713 9011
0713 9013	0 35 *	0 32	94 0	[2]	0 03	6 0	
0713 9091	29 00 *	27 26	94 0	[2]	1 74	6 0	
0713 9092	4 85 *	4 55	94 0	[2]	0 30	6 0	
0714 1010	21 00 *	19 74	94 0	[2]	1 26	6 0	
0714 2010	21 00 *	19 74	94 0	[2]	1 26	6 0	
0714 9010	19 00 *	17 86	94 0	[2]	1 14	6 0	
0802 2110	27 00 *	25 38	94 0	[2]	1 62	6 0	
0802 2120	13 15 *	12 36	94 0	[2]	0 79	6 0	87,5 % de 2304 0010
0802 2210	31 00 *	29 14	94 0	[2]	1 86	6 0	
0802 2220	13 15 *	12 36	94 0	[2]	0 79	6 0	87,5 % de 2304 0010
0802 3110	27 00 *	25 38	94 0	[2]	1 62	6 0	
0802 3120	9 40 *	8 83	94 0	[2]	0 57	6 0	62,5 % de 2304 0010
0802 3210	31 00 *	29 14	94 0	[2]	1 86	6 0	
0802 3220	9 40 *	8 83	94 0	[2]	0 57	6 0	62,5 % de 2304 0010
0813 4081	21 00 *	19 74	94 0	[2]	1 26	6 0	
0813 4092	21 00 *	19 74	94 0	[2]	1 26	6 0	
0813 5012	29 00 *	27 26	94 0	[2]	1 74	6 0	
0813 5021	29 00 *	27 26	94 0	[2]	1 74	6 0	
0813 5081	21 00 *	19 74	94 0	[2]	1 26	6 0	
0813 5092	29 00 *	27 26	94 0	[2]	1 74	6 0	
0901 9011	8 00 *	7 52	94 0	[2]	0 48	6 0	
1001 1021	3 35 *	3 14	94 0	[2]	0 21	6 0	
1001 1040	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1001 1050	2 60 *	2 44	94 0	[2]	0 16	6 0	10 % de 1001 1040
1001 9021	28 35 *	26 64	94 0	[2]	1 71	6 0	
1001 9040	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1001 9050	2 60 *	2 44	94 0	[2]	0 16	6 0	10 % de 1001 9040
1002 0021	28 35 *	26 64	94 0	[2]	1 71	6 0	
1002 0040	27 00 *	25 38	94 0	[2]	1 62	6 0	
1002 0050	2 70 *	2 53	94 0	[2]	0 17	6 0	10 % de 1002 9040
1003 0020	0 95 *	0 89	94 0	[2]	0 06	6 0	
1003 0030	13 50 *	12 69	94 0	[2]	0 81	6 0	50 % de 1003 0070
1003 0040	0 80 *	0 75	94 0	[2]	0 05	6 0	3 % de 1003 0070
1003 0061	15 40 *	14 47	94 0	[2]	0 93	6 0	57 % de 1003 0070
1003 0069	53 10 *	49 91	94 0	[2]	3 19	6 0	
1003 0070	27 00 *	25 38	94 0	[2]	1 62	6 0	
1003 0080	4 05 *	3 80	94 0	[2]	0 25	6 0	15 % de 1003 0070
1004 0020	0 95 *	0 89	94 0	[2]	0 06	6 0	
1004 0031	9 50 *	8 93	94 0	[2]	0 57	6 0	50 % de 1004 0040
1004 0039	47 75 *	44 88	94 0	[2]	2 87	6 0	
1004 0040	19 00 *	17 86	94 0	[2]	1 14	6 0	
1004 0050	4 75 *	4 46	94 0	[2]	0 29	6 0	25 % de 1004 0040

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire (Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)
		(fr)	(fr)	(%)	affect	(fr)	(%)
1005 9010	0 85 *	0 79	94 0	[2]	0 06	6 0	
1005 9021	11 70 *	10 99	94 0	[2]	0 71	6 0	45 % de 1005 9030
1005 9029	47 35 *	44 50	94 0	[2]	2 85	6 0	
1005 9030	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1005 9040	2 60 *	2 44	94 0	[2]	0 16	6 0	10 % de 1005 9030
1006 1010	0 95 *	0 89	94 0	[2]	0 06	6 0	
1006 1020	22 00 *	20 68	94 0	[2]	1 32	6 0	
1006 2010	0 95 *	0 89	94 0	[2]	0 06	6 0	
1006 2020	23 00 *	21 62	94 0	[2]	1 38	6 0	
1006 3010	3 35 *	3 14	94 0	[2]	0 21	6 0	
1006 3020	28 00 *	26 32	94 0	[2]	1 68	6 0	
1006 4010	3 35 *	3 14	94 0	[2]	0 21	6 0	
1006 4020	21 00 *	19 74	94 0	[2]	1 26	6 0	
1007 0010	0 95 *	0 89	94 0	[2]	0 06	6 0	
1007 0030	24 00 *	22 56	94 0	[2]	1 44	6 0	
1007 0040	0 70 *	0 65	94 0	[2]	0 05	6 0	3 % de 1007 0030
1008 1010	0 95 *	0 89	94 0	[2]	0 06	6 0	
1008 1030	16 00 *	15 04	94 0	[2]	0 96	6 0	
1008 1040	0 50 *	0 47	94 0	[2]	0 03	6 0	3 % de 1008 1030
1008 2010	0 95 *	0 89	94 0	[2]	0 06	6 0	
1008 2030	16 00 *	15 04	94 0	[2]	0 96	6 0	
1008 2040	0 50 *	0 47	94 0	[2]	0 03	6 0	3 % de 1008 2030
1008 3010	0 95 *	0 89	94 0	[2]	0 06	6 0	
1008 3030	23 00 *	21 62	94 0	[2]	1 38	6 0	
1008 3040	0 70 *	0 65	94 0	[2]	0 05	6 0	3 % de 1008 3030
1008 9014	28 35 *	26 64	94 0	[2]	1 71	6 0	
1008 9031	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1008 9032	2 60 *	2 44	94 0	[2]	0 16	6 0	10 % de 1008 9031
1008 9041	0 95 *	0 89	94 0	[2]	0 06	6 0	
1008 9061	24 00 *	22 56	94 0	[2]	1 44	6 0	
1008 9071	0 70 *	0 65	94 0	[2]	0 05	6 0	3 % de 1008 9061
1101 0012	42 00 *	39 48	94 0	[2]	2 52	6 0	
1101 0031	28 00 *	26 32	94 0	[2]	1 68	6 0	
1102 1011	42 00 *	39 48	94 0	[2]	2 52	6 0	
1102 1031	28 00 *	26 32	94 0	[2]	1 68	6 0	
1102 2012	29 00 *	27 26	94 0	[2]	1 74	6 0	
1102 2021	29 00 *	27 26	94 0	[2]	1 74	6 0	
1102 3012	24 00 *	22 56	94 0	[2]	1 44	6 0	
1102 3021	24 00 *	22 56	94 0	[2]	1 44	6 0	
1102 9012	28 00 *	26 32	94 0	[2]	1 68	6 0	
1102 9021	40 00 *	37 60	94 0	[2]	2 40	6 0	
1102 9031	29 00 *	27 26	94 0	[2]	1 74	6 0	
1103 1111	4 85 *	4 55	94 0	[2]	0 30	6 0	
1103 1112	42 00 *	39 48	94 0	[2]	2 52	6 0	
1103 1191	40 35 *	37 92	94 0	[2]	2 43	6 0	
1103 1192	42 00 *	39 48	94 0	[2]	2 52	6 0	
1103 1210	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire (Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)
		(fr)	(fr)	(%)	affect		
1103 1220	37 00 *	34 78	94 0	[2]	2 22	6 0	
1103 1310	4 85 *	4 55	94 0	[2]	0 30	6 0	
1103 1320	31 00 *	29 14	94 0	[2]	1 86	6 0	
1103 1410	4 85 *	4 55	94 0	[2]	0 30	6 0	
1103 1420	25 00 *	23 50	94 0	[2]	1 50	6 0	
1103 1911	40 35 *	37 92	94 0	[2]	2 43	6 0	
1103 1912	43 00 *	40 42	94 0	[2]	2 58	6 0	
1103 1991	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1103 1993	38 00 *	35 72	94 0	[2]	2 28	6 0	
1103 2110	40 35 *	37 92	94 0	[2]	2 43	6 0	
1103 2120	31 00 *	29 14	94 0	[2]	1 86	6 0	
1103 2911	40 35 *	37 92	94 0	[2]	2 43	6 0	
1103 2912	32 00 *	30 08	94 0	[2]	1 92	6 0	
1103 2991	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1103 2992	27 00 *	25 38	94 0	[2]	1 62	6 0	
1104 1110	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1104 1120	43 00 *	40 42	94 0	[2]	2 58	6 0	
1104 1210	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1104 1220	41 00 *	38 54	94 0	[2]	2 46	6 0	
1104 1911	40 35 *	37 92	94 0	[2]	2 43	6 0	
1104 1912	42 00 *	39 48	94 0	[2]	2 52	6 0	
1104 1991	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1104 1993	33 00 *	31 02	94 0	[2]	1 98	6 0	
1104 2110	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1104 2130	28 00 *	26 32	94 0	[2]	1 68	6 0	
1104 2210	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1104 2230	28 00 *	26 32	94 0	[2]	1 68	6 0	
1104 2310	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1104 2320	31 00 *	29 14	94 0	[2]	1 86	6 0	
1104 2911	40 35 *	37 92	94 0	[2]	2 43	6 0	
1104 2912	41 00 *	38 54	94 0	[2]	2 46	6 0	
1104 2921	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1104 2923	29 00 *	27 26	94 0	[2]	1 74	6 0	
1104 2991	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1104 2993	32 00 *	30 08	94 0	[2]	1 92	6 0	
1104 3070	38 00 *	35 72	94 0	[2]	2 28	6 0	
1104 3091	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1104 3093	27 00 *	25 38	94 0	[2]	1 62	6 0	
1105 1021	23 00 *	21 62	94 0	[2]	1 38	6 0	
1105 2021	22 00 *	20 68	94 0	[2]	1 32	6 0	
1106 1010	33 00 *	31 02	94 0	[2]	1 98	6 0	
1106 2010	35 00 *	32 90	94 0	[2]	2 10	6 0	
1106 3010	35 00 *	32 90	94 0	[2]	2 10	6 0	
1107 1011	1 85 *	1 73	94 0	[2]	0 12	6 0	
1107 1013	13 00 *	12 22	94 0	[2]	0 78	6 0	
1107 1091	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1107 1094	14 00 *	13 16	94 0	[2]	0 84	6 0	

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut	Parts des droits de douane à affectation speciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire
	[1]						(Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)
	(fr)	(fr)	(%)	affect	(fr)	(%)	
1107 2011	1 85 *	1 73	94 0	[2]	0 12	6 0	
1107 7013	15 00 *	14 10	94 0	[2]	0 90	6 0	
1107 2091	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1107 2094	16 00 *	15 04	94 0	[2]	0 96	6 0	
1108 1110	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1108 1120	3 00 *	2 82	94 0	[2]	0 18	6 0	
1108 1210	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1108 1220	3 00 *	2 82	94 0	[2]	0 18	6 0	
1108 1310	6 35 *	5 96	94 0	[2]	0 39	6 0	
1108 1320	0 00 *	0 00	94 0	[2]	0 00	6 0	
1108 1410	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1108 1420	8 00 *	7 52	94 0	[2]	0 48	6 0	
1108 1911	6 35 *	5 96	94 0	[2]	0 39	6 0	
1108 1912	8 00 *	7 52	94 0	[2]	0 48	6 0	
1108 1991	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1108 1992	8 00 *	7 52	94 0	[2]	0 48	6 0	
1108 2010	10 35 *	9 72	94 0	[2]	0 63	6 0	
1108 2020	9 00 *	8 46	94 0	[2]	0 54	6 0	
1404 9010	13 50 *	12 69	94 0	[2]	0 81	6 0	
1501 0012	9 00 *	8 46	94 0	[2]	0 54	6 0	
1501 0013	9 00 *	8 46	94 0	[2]	0 54	6 0	
1501 0022	9 00 *	8 46	94 0	[2]	0 54	6 0	
1501 0023	9 00 *	8 46	94 0	[2]	0 54	6 0	
1502 0011	11 00 *	10 34	94 0	[2]	0 66	6 0	
1502 0012	11 00 *	10 34	94 0	[2]	0 66	6 0	
1502 0019	11 00 *	10 34	94 0	[2]	0 66	6 0	
1503 0010	32 00 *	30 08	94 0	[2]	1 92	6 0	
1504 1091	10 00 *	9 40	94 0	[2]	0 60	6 0	
1504 2010	10 00 *	9 40	94 0	[2]	0 60	6 0	
1504 3010	10 00 *	9 40	94 0	[2]	0 60	6 0	
1505 1010	11 00 *	10 34	94 0	[2]	0 66	6 0	
1505 9010	11 00 *	10 34	94 0	[2]	0 66	6 0	
1506 0011	10 00 *	9 40	94 0	[2]	0 60	6 0	
1506 0012	10 00 *	9 40	94 0	[2]	0 60	6 0	
1506 0019	10 00 *	9 40	94 0	[2]	0 60	6 0	
1507 1010	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1507 9011	50 00 *	47 00	94 0	[2]	3 00	6 0	
1507 9091	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1508 1010	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1508 9011	50 00 *	47 00	94 0	[2]	3 00	6 0	
1508 9091	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1509 1010	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1509 9010	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1510 0010	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1511 1010	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1511 9011	38 00 *	35 72	94 0	[2]	2 28	6 0	
1511 9091	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire (Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)
		(fr)	(fr)	(%)	affect		
1512 1110	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1512 1911	50 00 *	47 00	94 0	[2]	3 00	6 0	
1512 1991	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1512 2110	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1512 2910	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1513 1110	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1513 1911	38 00 *	35 72	94 0	[2]	2 28	6 0	
1513 1991	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1513 2110	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1513 2911	38 00 *	35 72	94 0	[2]	2 28	6 0	
1513 2991	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1514 1010	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1514 9010	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1515 1110	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1515 1910	50 00 *	47 00	94 0	[2]	3 00	6 0	
1515 2110	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1515 2910	50 00 *	47 00	94 0	[2]	3 00	6 0	
1515 3010	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1515 4010	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1515 5011	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1515 5020	50 00 *	47 00	94 0	[2]	3 00	6 0	
1515 6010	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1515 9011	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1515 9091	50 00 *	47 00	94 0	[2]	3 00	6 0	
1516 1010	20 00 *	18 80	94 0	[2]	1 20	6 0	
1516 2010	32 00 *	30 08	94 0	[2]	1 92	6 0	
1517 1010	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1517 9010	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1518 0011	5 00 *	4 70	94 0	[2]	0 30	6 0	
1518 0081	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
1518 0098	14 00 *	13 16	94 0	[2]	0 84	6 0	
1702 3021	4 00 *	3 76	94 0	[2]	0 24	6 0	
1702 3033	4 00 *	3 76	94 0	[2]	0 24	6 0	
1702 4011	4 00 *	3 76	94 0	[2]	0 24	6 0	
1702 9011	4 00 *	3 76	94 0	[2]	0 24	6 0	
1802 0010	3 00 *	2 82	94 0	[2]	0 18	6 0	
2102 1091	0 00 *	0 00	94 0	[2]	0 00	6 0	
2102 2011	6 00 *	5 64	94 0	[2]	0 36	6 0	
2102 2021	16 00 *	15 04	94 0	[2]	0 96	6 0	
2103 3011	33 00 *	31 02	94 0	[2]	1 98	6 0	
2301 1011	18 00 *	16 92	94 0	[2]	1 08	6 0	
2301 1019	17 00 *	15 98	94 0	[2]	1 02	6 0	
2301 2010	0 00 *	0 00	94 0	[2]	0 00	6 0	
2302 1010	16 00 *	15 04	94 0	[2]	0 96	6 0	
2302 2011	23 00 *	21 62	94 0	[2]	1 38	6 0	
2302 2019	23 00 *	21 62	94 0	[2]	1 38	6 0	
2302 3021	16 00 *	15 04	94 0	[2]	0 96	6 0	

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire (Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)
		(fr)	(fr)	(%)	affect		
2302 3022	16 00 *	15 04	94 0	[2]	0 96	6 0	
2302 4021	16 00 *	15 04	94 0	[2]	0 96	6 0	
2302 4022	16 00 *	15 04	94 0	[2]	0 96	6 0	
2302 5010	16 00 *	15 04	94 0	[7]	0 96	6 0	
2303 1011	0 00 *	0 00	94 0	[2]	0 00	6 0	
2303 1019	15 00 *	14 10	94 0	[2]	0 90	6 0	
2303 2010	19 00 *	17 86	94 0	[2]	1 14	6 0	
2303 3010	31 00 *	29 14	94 0	[2]	1 86	6 0	
2304 0010	15 00 *	14 10	94 0	[2]	0 90	6 0	
2305 0010	20 00 *	18 80	94 0	[2]	1 20	6 0	
2306 1010	12 00 *	11 28	94 0	[2]	0 72	6 0	
2306 2010	17 00 *	15 98	94 0	[2]	1 02	6 0	
2306 3010	14 00 *	13 16	94 0	[2]	0 84	6 0	
2306 4010	14 00 *	13 16	94 0	[2]	0 84	6 0	
2306 5010	13 00 *	12 22	94 0	[2]	0 78	6 0	
2306 6010	13 00 *	12 22	94 0	[2]	0 78	6 0	
2306 7010	10 00 *	9 40	94 0	[2]	0 60	6 0	
2306 9010	10 00 *	9 40	94 0	[2]	0 60	6 0	
2308 1010	26 00 *	24 44	94 0	[2]	1 56	6 0	
2308 9011	17 00 *	15 98	94 0	[2]	1 02	6 0	
2308 9021	24 00 *	22 56	94 0	[2]	1 44	6 0	
2308 9029	18 00 *	16 92	94 0	[2]	1 08	6 0	
2309 9011	10 00 *	9 40	94 0	[2]	0 60	6 0	
2309 9041	3 00 *	2 02	94 0	[2]	0 18	6 0	
2309 9081	250 00 *	235 00	94 0	[2]	15 00	6 0	
2309 9082	50 00 *	47 00	94 0	[2]	3 00	6 0	
2309 9089	50 00 *	47 00	94 0	[2]	3 00	6 0	
3505 1010	0 00 *	0 00	94 0	[2]	0 00	6 0	
3505 2010	32 00 *	30 08	94 0	[2]	1 92	6 0	
3506 9910	43 00 *	40 42	94 0	[2]	2 58	6 0	
3809 1010	49 00 *	46 06	94 0	[2]	2 94	6 0	
3823 1110	36 00 *	33 84	94 0	[2]	2 16	6 0	
3823 1210	36 00 *	33 84	94 0	[2]	2 16	6 0	
3823 1910	17 00 *	15 98	94 0	[2]	1 02	6 0	
3824 1010	46 00 *	43 24	94 0	[2]	2 76	6 0	
3824 9021	44 00 *	41 36	94 0	[2]	2 64	6 0	
3824 9091	46 00 *	43 24	94 0	[2]	2 76	6 0	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont marqués par *

[2] Fonds pour la culture des champs (loi sur l'agriculture, art. 23, RS 910 1)

P S Les droits de douane sont provisoires. Ils seront fixés définitivement par le DFEP au cours du mois de décembre 1996

Organisation de marché: céréales pour l'alimentation humaine (RS 916.111.01)

Annexe 1

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire
		(fr)	(fr)	(%)	affect	(fr)	(%)
1001 1031	4 53 *	0 45	10 0	[2]	4 08	90 0	
1001 1039	80 50	8 05	10 0	[2]	72 45	90 0	
1001 9031	29 30 *	2 92	10 0	[2]	26 38	90 0	
1001 9039	82 50	8 25	10 0	[2]	74 25	90 0	
1002 0031	29 30 *	2 92	10 0	[2]	26 38	90 0	
1002 0039	88 00	8 80	10 0	[2]	79 20	90 0	
1007 0021	29 30 *	2 92	10 0	[2]	26 38	90 0	
1007 0029	41 50	4 15	10 0	[2]	37 35	90 0	
1008 1021	29 30 *	2 92	10 0	[2]	26 38	90 0	
1008 1029	41 50	4 15	10 0	[2]	37 35	90 0	
1008 2021	29 30 *	2 92	10 0	[2]	26 38	90 0	
1008 2029	41 50	4 15	10 0	[2]	37 35	90 0	
1008 9021	29 30 *	2 92	10 0	[2]	26 38	90 0	
1008 9029	88 00	8 80	10 0	[2]	79 20	90 0	
1008 9051	29 30 *	2 92	10 0	[2]	26 38	90 0	
1008 9059	42 50	4 25	10 0	[2]	38 25	90 0	
1101 0029	155 50	15 55	10 0	[2]	139 95	90 0	
1102 1029	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1102 2011	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1102 3011	140 00	14 00	10 0	[2]	126 00	90 0	
1102 9010	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1102 9029	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1103 1119	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1103 1199	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1103 1290	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1103 1390	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1103 1490	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1103 1919	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1103 1992	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1103 1999	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1103 2190	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1103 2919	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1103 2999	158 00	15 80	10 0	[2]	142 20	90 0	
1104 1190	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	
1104 1290	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	
1104 1919	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	
1104 1992	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	
1104 1999	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	
1104 2120	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	
1104 2220	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	
1104 2390	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	
1104 2919	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	
1104 2922	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	
1104 2992	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	
1104 2999	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0	

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire
		(fr)	(fr)	(%) affect	(fr)	(%)
1104 3080	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0
1104 3092	26 85	2 68	10 0	[2]	24 17	90 0
1107 1012	146 00	14 60	10 0	[2]	131 40	90 0
1107 1022	150 00	15 00	10 0	[2]	135 00	90 0
1107 1093	146 00	14 60	10 0	[2]	131 40	90 0
1107 1099	146 00	14 60	10 0	[2]	131 40	90 0
1107 2012	146 00	14 60	10 0	[2]	131 40	90 0
1107 2092	150 00	15 00	10 0	[2]	135 00	90 0
1107 2093	146 00	14 60	10 0	[2]	131 40	90 0
1107 2099	146 00	14 60	10 0	[2]	131 40	90 0
1904 9091	161 00	16 10	10 0	[2]	144 90	90 0
2302 3010	147 00	14 70	10 0	[2]	132 30	90 0
2302 4010	147 00	14 70	10 0	[2]	132 30	90 0

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont marqués par *

[2] Fonds pour la culture des champs (loi sur l'agriculture, art 23, RS 910 1)

Organisation de marché: oléagineux (RS 916.115.11) et autres numéros tarifaires du chapitre 12 (cf. RS 916.358.451)

Annexe 1

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale							Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire	
		Aliments pour animaux					Huiles et graisses			(Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)	
		Montant effectif	Part				Part				
											(fr.)
	(fr.)	(fr.)	(fr.)	(%)	affect		(fr.)	(%)	affect	(fr.)	(%)
1104.3011	89 05 *		83 70	94 0	[2]		0 00	0.0		5 35	6.0
		20 90									(55 % de 1104 3070)
1104 3012	83 70 *		78.67	94 0	[2]		0 00	0 0		5.03	6 0
		22 80									(60 % de 1104 3070)
1104.3021	49.30 *		46 34	94 0	[2]		0 00	0.0		2.96	6 0
		34.95									(92 % de 1104 3070)
1104 3039	99.80 *		93 81	94 0	[2]		0 00	0.0		5 99	6.0
		17.10									(45 % de 1104 3070)
1201.0010	19.00 *		17.86	94 0	[2]		0 00	0.0		1.14	6 0
1201 0021	11.00 *		10 34	94 0	[2]		0.00	0.0		0.66	6 0
1201.0023	24.70 *		2 96	12.0	[2]		20 05	81.2	[3]	1.69	6 8
		0.00									(78 % de 2304 0010) - (78 % de 15 00)
1201 0024	18.90 *		2 26	12.0	[2]		15 34	81.2	[3]	1.30	6 8
		0.00									(82 % de 2304.0010) - (82 % de 15.00)
1201 0026	0.10 *		0 09	94.0	[2]		0 00	0 0		0 01	6.0
1201 0027	0.10 *		0 09	94.0	[2]		0 00	0 0		0 01	6.0
1201.0091	1.90 *		1 78	94.0	[2]		0 00	0 0		0 12	6.0
1201 0099	0.10 *										(10 % de 1201 0010)
1202.1010	21.00 *		19 74	94.0	[2]		0.00	0 0		1 26	6.0
1202 1021	13.00 *		12.22	94.0	[2]		0.00	0.0		0.78	6.0
1202 1023	51.70 *		6 20	12.0	[2]		41.98	81 2	[3]	3 52	6.8
		0.00									(50 % de 2305.0010) - (50 % de 15.00)-2.5
1202.1024	44 35 *		5 32	12.0	[2]		36.01	81 2	[3]	3.02	6.8



Ordonnance sur les droits de douane en matière agricole

RO 1996

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale							Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire	
		Aliments pour animaux					Huiles et gra.sses			(Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)	
		Montant effectif	Part				Part				
	(fr.)	(fr.)	(fr.)	(%)	affect	(fr.)	(%)	affect.	(fr.)	(%)	
1202 1024		0 00									(55 % de 2305.0010) - (55 % de 15 00)-2.75
1202 1026	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0.00	0 0		0.01	6 0	(50 % de 2305.0010) - (50 % de 15.00)-2 5
1202 1027	0.10 *		0 09	94 0	[2]	0.00	0.0		0.01	6 0	(55 % de 2305.0010) - (55 % de 15 00)-2 75
1202.1099	0 10 *										
1202 2010	23 00 *		21.62	94 0	[2]	0.00	0 0		1 38	6 0	
1202 2021	15 00 *		14.10	94 0	[2]	0.00	0 0		0 90	6.0	
1202 2023	62 65 *		7 51	12 0	[2]	50 87	81.2	[3]	4.27	6.8	
		0 00									(52 % de 2305 0010) - (52 % de 15 00)-2.6
1202 2024	57 55 *		6 90	12 0	[2]	46 73	81.2	[3]	3 92	6.8	
		0 00									(55.5 % de 2305 0010) - (55 5 % de 15 00)-2 80
1202.2026	0 10 *		0 09	94.0	[2]	0 00	0.0		0.01	6 0	(52 % de 2305.0010) - (52 % de 15 00)-2 6
1202 2027	0.10 *		0.09	94.0	[2]	0 00	0.0		0.01	6 0	(55.5 % de 2305.0010) - (55 5 % de 15 00)-2 80
1202 2099	0 10 *										
1203.0010	19 00 *		17 86	94 0	[2]	0 00	0 0		1.14	6 0	
1203.0021	11.00 *		10 34	94.0	[2]	0 00	0 0		0.66	6.0	
1203.0023	83 95 *		10.07	12.0	[2]	68 16	81 2	[3]	5.72	6 8	
		0 00									(37 % de 2306.5010) - (37 % de 15 00)
1203 0024	78 15 *		9 37	12 0	[2]	63 45	81 2	[3]	5 33	6.8	
		0 00									(41 % de 2306.5010) - (41 % de 15.00)
1203 0026	0 10 *		0.09	94 0	[2]	0 00	0.0		0 01	6.0	(37 % de 2306.5010) - (37 % de 15.00)
1203 0027	0 10 *		0.09	94.0	[2]	0 00	0 0		0.01	6 0	(41 % de 2306.5010) - (41 % de 15.00)
1203 0090	0 10 *										
1204.0010	22.00 *		20 68	94 0	[2]	0 00	0.0		1.32	6.0	
1204 0021	14 00 *		13.16	94.0	[2]	0 00	0 0		0 84	6.0	
1204 0023	51 90 *		6.22	12 0	[2]	42.14	81.2	[3]	3.54	6 8	

[illegible]

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut	Parts des droits de douane à affectation spéciale							Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire	
		Aliments pour animaux					Huiles et graisses			(Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)	
		[1]									
		Montant effectif	Part			affect	Part				
	(fr)	(fr)	(fr)	(%)			(fr)	(%)		(fr)	(%)
1205 0069	0 10 *										
1206 0010	13 00 *		12 22	94 0	[2]		0 00	0 0		0 78	6 0
1206 0021	5 00 *		4 70	94 0	[2]		0 00	0 0		0 30	6 0
1206 0023	59 10 *		7 09	12 0	[2]		47 98	81 2	[3]	4 03	6 8
		0 00									(45 % de 2306 3010) - (45 % de 15 00)
1206 0024	50 25 *		6 03	12 0	[2]		40 80	81 2	[3]	3 42	6 8
		0 00									(51 % de 2306.3010) - (51 % de 15 00)
1206 0026	0 10 *		0 09	94 0	[2]		0 00	0 0		0 01	6 0
1206 0027	0 10 *		0 09	94 0	[2]		0 00	0 0		0 01	6 0
1206 0031	0 10 *										(51 % de 2306 3010) - (51 % de 15 00)
1206 0039	0 10 *										
1206 0040	21 00 *		19 74	94 0	[2]		0 00	0 0		1 26	6 0
1206 0041	13 00 *		12 22	94 0	[2]		0 00	0 0		0 78	6 0
1206 0053	66 45 *		7 97	12 0	[2]		53 95	81 2	[3]	4 53	6 8
		0 00									(50 % de 2306 3010) - (50 % de 15 00)
1206 0054	59 10 *		7 09	12 0	[2]		47 98	81 2	[3]	4 03	6 8
		0 00									(55 % de 2306.3010) - (55 % de 15 00)
1206 0056	0 10 *		0 09	94 0	[2]		0 00	0 0		0 01	6 0
1206 0057	0 10 *		0 09	94 0	[2]		0 00	0 0		0 01	6 0
1206 0061	0 10 *										(55 % de 2306.3010) - (55 % de 15 00)
1206 0069	0 10 *										
1207 1010	12 00 *		11 28	94 0	[2]		0 00	0 0		0 72	6 0
1207 1021	4 00 *		3 76	94 0	[2]		0 00	0 0		0 24	6 0
1207 1023	61 15 *		7 33	12 0	[2]		49 65	81 2	[3]	4 17	6 8
		0 00									(53 % de 2306 6010) - (53 % de 15 00)

[illegible]

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale							Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire	
		Aliments pour animaux					Huiles et graisses			(Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)	
		Montant effectif	Part				Part				
	(fr)	(fr)	(fr)	(%)	affect		(fr)	(%)	affect	(fr)	(%)
1207 3099	0 10 *										
1207 4010	19 00 *		17 86	94 0	[2]		0 00	0 0		1 14	6 0
1207 4021	11 00 *		10.34	94 0	[2]		0 00	0 0		0 66	6 0
1207 4023	72 40 *		68.05	94 0	[2]		0 00	0 0		4 35	6 0
		0 00		0 0				0 0		0 0	(45 % de 2304 0010) - (45 % de 15 00)
1207 4024	65 15 *		7 81	12 0	[2]		52 90	81 2	[3]	4 44	6 8
		0 00									(50 % de 2304 0010) - (50 % de 15 00)
1207 4026	0 10 *		0 09	94.0	[2]		0 00	0 0		0.01	6 0
1207 4027	0 10 *		0 09	94 0	[2]		0 00	0 0		0.01	6 0
1207 4091	0 10 *										(50 % de 2304 0010) - (50 % de 15 00)
1207 4099	0 10 *										
1207 5010	25.00 *		23 50	94 0	[2]		0 00	0 0		1.50	6 0
1207 5021	17 00 *		15 98	94 0	[2]		0 00	0 0		1 02	6 0
1207 5023	29 00 *		27 26	94 0	[2]		0 00	0 0		1 74	6 0
		0 00									(75 % de 2304 0010) - (75 % de 15 00)
1207 5024	21 80 *		20 49	94 0	[2]		0 00	0 0		1 31	6 0
		0 00									(80 % de 2304 0010) - (80 % de 15 00)
1207 5026	0 10 *		0 09	94 0	[2]		0 00	0 0		0 01	6 0
1207 5027	0 10 *		0 09	94.0	[2]		0 00	0 0		0 01	6 0
1207 5091	0 10 *										(80 % de 2304 0010) - (80 % de 15 00)
1207 5099	0 10 *										
1207 6010	8 00 *		7 52	94 0	[2]		0 00	0.0		0.48	6 0
1207 6021	0.00 *		0 00	94 0	[2]		0 00	0 0		0 00	6 0
1207 6023	36 25 *		4 35	12 0	[2]		29 43	81 2	[3]	2 47	6 8
		0 00									(70 % de 2304.0010) - (70 % de 15 00)

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut	Parts des droits de douane à affectation spéciale							Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire	
		Aliments pour animaux					Huiles et graisses			(Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)	
		[1]	Montant effectif	Part			Part				
	(fr.)	(fr)	(fr)	(%)	affect	(fr)	(%)	affect	(fr)	(%)	
1207 6024	29.00 *	0 00	3 48	12 0	[2]	23 54	81 2	[3]	1 98	6 8	(75 % de 2304 0010) - (75 % de 15 00)
1207 6026	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0	(70 % de 2304 0010) - (70 % de 15 00)
1207 6027	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0	(75 % de 2304 0010) - (75 % de 15 00)
1207 6091	0 10 *	0 10 *									
1207 6099	0 10 *										
1207 9111	17 00 *		15 98	94 0	[2]	0 00	0 0		1 02	6 0	
1207 9113	9 00 *		8 46	94 0	[2]	0 00	0 0		0 54	6 0	
1207 9114	57 90 *	0 00	6 94	12 0	[2]	47 01	81 2	[3]	3 95	6 8	(55 % de 2304 0010) - (55 % de 15 00)
1207 9115	50 70 *		6 08	12 0	[2]	41 16	81 2	[3]	3 46	6 8	(60 % de 2304 0010) - (60 % de 15 00)
1207 9116	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0	(55 % de 2304 0010) - (55 % de 15 00)
1207 9117	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0	(60 % de 2304 0010) - (60 % de 15 00)
1207 9118	0 10 *	0 10 *									
1207 9119	0 10 *										
1207 9211	17 00 *		15 98	94 0	[2]	0 00	0 0		1 02	6 0	
1207 9213	9 00 *		8 46	94 0	[2]	0 00	0 0		0 54	6 0	
1207 9214	50 70 *	0 00	6 08	12 0	[2]	41 16	81 2	[3]	3 46	6 8	(60 % de 2304 0010) - (60 % de 15 00)
1207 9215	43 45 *		5 21	12 0	[2]	35 28	81 2	[3]	2 96	6 8	(65 % de 2304 0010) - (65 % de 15 00)
1207 9216	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0	(60 % de 2304 0010) - (60 % de 15 00)
1207 9217	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0	(65 % de 2304 0010) - (65 % de 15 00)
1207 9218	0 10 *										

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale							Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération.	Texte complémentaire (Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)
		Aliments pour animaux					Huiles et graisses			
		Montant effectif	Part			Part				
			(fr)	(fr)	(%)	affect	(fr)	(%)		
1207 9219	0 10 *									
1207 9911	23 00 *		21 62	94 0	[2]	0 00	0 0		1 38	6 0
1207 9913	15 00 *		14 10	94 0	[2]	0 00	0 0		0 90	6 0
1207 9914	72 80 *		8 73	12 0	[2]	59 11	81 2	[3]	4 96	6 8
		0 00								(45 % de 2304 0010) - (45 % de 15.00)
1207 9915	65 55 *		7 86	12 0	[2]	53 22	81 2	[3]	4 47	6 8
		0 00								(50 % de 2304 0010) - (50 % de 15 00)
1207 9916	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0
1207 9917	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0
1207 9918	0 10 *									(45 % de 2304 0010) - (45 % de 15 00)
1207 9919	0 10 *									(50 % de 2304 0010) - (50 % de 15 00)
1208 1010	30 00 *		28 20	94 0	[2]	0 00	0 0		1 80	6 0
1208 9010	32 00 *		30 08	94 0	[2]	0 00	0 0		1 92	6 0
1209 1110	14 00 *		13 16	94 0	[2]	0 00	0 0		0 84	6 0
1209 2911	38 00 *		35 72	94 0	[2]	0 00	0 0		2 28	6 0
1209 2912	3 80 *		3 57	94 0	[2]	0 00	0 0		0 23	6 0
1209 9911	36 00 *		33 84	94 0	[2]	0 00	0 0		2 16	6 0
1209 9912	3 60 *		3 38	94 0	[2]	0 00	0 0		0 22	6 0
1209 9991	38 00 *		35 72	94 0	[2]	0 00	0 0		2 28	6 0
1212 1091	5 00 *		4 70	94 0	[2]	0 00	0 0		0 30	6 0
1212 2010	17 00 *		15 98	94 0	[2]	0 00	0 0		1 02	6 0
1212 9110	24 00 *		22 56	94 0	[2]	0 00	0 0		1 44	6 0
1212 9190	0 00 *									
1212 9911	26 00 *		24 44	94 0	[2]	0 00	0 0		1 56	6 0
1213 0091	1 20 *		1 12	94 0	[2]	0 00	0 0		0 08	6 0

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale							Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire (Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)	
		Aliments pour animaux					Huiles et graisses				
		Montant effectif	Part				Part				
			(fr)	(fr)	(%)	affect		(fr)			(%)
1213.0099	13 00 *		12 22	94 0	[2]	0 00	0 0	0 78	6 0		
1214 1010	24 00 *		22 56	94 0	[2]	0 00	0 0	1 44	6 0		
1214 9011	18 00 *		16 92	94 0	[2]	0 00	0 0	1 08	6 0		
1214 9019	10 50 *		9 87	94 0	[2]	0.00	0 0	0 63	6 0		

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont marqués par *

[2] Fonds pour la culture des champs (loi sur l'agriculture, art 23, RS 910 1)

[3] Compte laitier (loi sur l'agriculture, art 26, RS 910 1)

P S Les droits de douane sont provisoires Ils seront fixés définitivement par le DFEP au cours du mois de décembre 1996

Contingents tarifaires applicables aux produits agricoles importés*Organisation de marché: animaux de l'espèce chevaline (RS 916.322.1)*

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire
<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	(unités chevalines) <i>[1]</i>
01	Animaux de l'espèce chevaline	0101 1110 1991 2091	3,400

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

Organisation de marché: animaux reproducteurs et semences de bovins (RS 916.302.1)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire
<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	(unités) <i>[1]</i>
02	Animaux de l'espèce bovine	0102. 1010 9091	1000
03	Animaux de l'espèce porcine	0103 1010 9110 9210	100
04	Le contingent tarifaire no 04 est subdivisé comme suit		
<i>04.1</i>	<i>Animaux de l'espèce ovine</i>	0104 1010	500
<i>04.2</i>	<i>Animaux de l'espèce caprine</i>	0104. 2010	100
12	Semences de taureaux	0511 1010	(doses) 500'000

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

Organisation de marché: animaux de boucherie, viandes des animaux des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine (RS 916.341)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (tonnes)
<i>/11</i>	<i>/11</i>	<i>/11</i>	<i>/11</i>
05	Animaux de boucherie, viandes des animaux des espèces bovine, chevaline, ovine et caprine, produites principalement à base de fourrages grossiers	0101 1911 0102 9011 0104 1020 2020 0201 1011 1091 2011 2091 3011 3091 0202 1011 1091 2011 2091 3011 3091 0204 1010 2110 2210 2310 3010 4110 4210 4310 5010 0205 0010 0206 1011 1021 1091 2110 2210 2910 3091 4191 4991 8010 9010 0210 2010 9011 1602 1010 2071 5011 5091 9011	22,500

Organisation de marché: animaux de boucherie, viandes des animaux des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine (RS 916.341)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (tonnes) [1]
[1]	[1]	[1]	[1]
05 1	dont la viande de l'espèce bovine des chiffres 05 11, 05 12 et 05 13 des numéros tarifaires suivants		2,000 [a]
	[a] Obligation en matière de quantité minimale contractée suite au Tokyo Round du GATT, cf annexe 19 du Protocole de Genève (1979), RS 0 632.231 53		
05 11	dont l'appellation US-Style-Beef	0201 2091 3091 0202 2091 3091	700 [b]
	[b] en matière de quantité minimale		
05 12	dont la viande de l'espèce bovine de la qualité «high grade» conforme aux dispositions de l'Office fédéral de l'agriculture des numéros tarifaires suivants	0201 1011 1091 2011 2091 3011 3091 0202 1011 1091 2011 2091 3011 3091	250 [c]
	[c] en matière de quantité minimale		
05 13	dont le solde	0201 2091 3091 0202 2091 3091 0206 1011 2110	-
05 2	dont la viande de l'espèce ovine des numéros tarifaires suivants	0204 1010 2110 2210 2310 3010 4110 4210 4310	4,500 [d]
	[d] en matière de quantité minimale		

Organisation de marché: animaux de boucherie, viandes des animaux des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine (RS 916.341)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (tonnes)
<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>
05 3	dont la viande de l'espèce équine des numéros tarifaires suivants <i>[e]</i> en matière de quantité minimale	0205 0010	4,000 <i>[e]</i>
06	Animaux de boucherie, viande produite principalement à base d'aliments concentrés, dont faisant partie de cette organisation de marché		51,140
<i>06.1</i>	<i>viande de porc, y compris conserves de porc</i>	0103 9120 9220 0203. 1191 1291 1981 2191 2291 2981 0209 0011 0210. 1191 1291 1991 9012 1602. 4111 4191 4210 4910	<i>6,040</i> <i>[2]</i>

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

[2] Quantité indicative au sens de l'art 7, 2e al de l'ordonnance sur le bétail de boucherie (RS 916.341)

Organisation de marché: volaille (RS 916.335)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire kontingentes (tonnes)
[1]	[1]	[1]	[1]
06	Animaux de boucherie, viande produite principalement à base d'aliments concentrés, dont faisant partie de cette organisation de marché		51,140
<i>06.2</i>	<i>viande de volaille, y compris conserves de volaille</i>	0207 1110 1210 1311 1321 1481 1491 2410 2510 2611 2621 2781 2791 3211 3291 3311 3391 3511 3591 3691 0210 9031 9041 9051 9061 9071 9081 1602 3110 3210 3910	<i>42,200</i> [2]

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

[2] Quantité indicative au sens de l'art 7, 2e al. de l'ordonnance sur le bétail de boucherie (RS 916.341)

Organisation de marché: produits laitiers (RS 916.355.1)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (tonnes) [1]
[1]	[1]	[1]	[1]
07	Produits laitiers en équivalents de lait, dont:	0401 / 0406 [2]	527,000
07.1	<i>Lait provenant des zones franches</i>	0401 1010 2010	(litre par jour) 60,000 [3]
07.2	<i>Poudre de lait</i>	0402 2111 2911	(tonnes) [4]
07.3	<i>Divers produits laitiers</i>	0403. 1091 9041 9051 9091 0404 9081 0405 2010 9010	200 [5]
07.4	<i>Beurre</i>	0405. 1011 1091	[6]
07.5	<i>"Contingent Fonlat"</i>	ex 0406 9051 ex 9059	2,624 [7]
07.6	<i>Autres produits laitiers</i>	0401. 3010 3020 0402. 1000 2120 2920 9110 9120 9910 9920 0403 1020 9031 9039 9061 9069 9071 0404 1000 9011 9019 9099 0406. 1010 1020	[8]

Organisation de marché: produits laitiers (RS 916.355.1)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (tonnes)
[1]	[1]	[1]	[1]
		1090	
		2010	
		2090	
		3010	
		3090	
		4010	
		4021	
		4029	
		4081	
		4089	
		9011	
		9019	
		9021	
		9031	
		9039	
		ex 9051	
		ex 9059	
		9060	
		9091	
		9099	

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

[2] Sans les numéros tarifaires non compris dans le contingent tarifaire no. 07 et sans 0403.1010

[3] En équivalents de lait 22'560 tonnes

[4] Importation selon un barème de prise en charge

[5] En équivalents de lait 1'000 tonnes

[6] Importations se basant sur le monopole de la BUTYRA

[7] En équivalents de lait 26'240 tonnes

[8] Les produits ne sont pas administrés: il n'y a pas de limitation quantitative

Organisation de marché: oeufs et produits à base d'oeufs (RS 916.371)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (tonnes)
<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>
09	Oeufs d'oiseaux, en coquilles, dont	0407 0010	33,735
<i>[9.1]</i>	<i>Oeufs de consommation</i>	<i>0407. 0010</i>	<i>21,928</i>
<i>[09.2]</i>	<i>Oeufs destinés à l'industrie alimentaire</i>	<i>0407. 0010</i>	<i>11,807</i>
10	Produits d'oeufs séchés	0408. 1110 9110 3502. 1110	977
11	Produits d'oeufs autrement que séchés	0408 1910 9910 3502 1910	6,866

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

Organisation de marché: fleurs coupées (RS 916.121.10)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire kontingentes (tonnes)
<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>
13	Fleurs coupées	0603. 1031 1041 1051 1059	5,000

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

**Organisation de marché: pommes de terre, y compris plants de pommes de terre
et produits à base de pommes de terre (RS 916.113.211)**

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (tonnes) [1]
[1]	[1]	[1]	
14	Pommes de terre, y compris plants de pommes de terre et produits à base de pommes de terre	0701. 1010 9010 0710. 1010 9021 0712. 9021 1105. 1011 2011 2001. 9031 2004. 1011 1091 9028 9051 2005. 2021 2022 2092 2093 9021 9051	16,910

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

Organisation de marché: légumes frais (système des deux phases; RS 916.121.10)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire kontingentes (tonnes)
[1]	[1]	[1]	[1]
15	Légumes	0702. 0010	166,076
		0011	[2]
		0020	
		0021	
		0030	
		0031	
		0090	
		0091	
		0703 1011	
		1013	
		1020	
		1021	
		1030	
		1031	
		1040	
		1041	
		1050	
		1051	
		1060	
		1061	
		1070	
		1071	
		9010	
		9011	
		9020	
		9021	
		9090	
		0704 1010	
		1011	
		1020	
		1021	
		1090	
		1091	
		2010	
		2011	
		9011	
		9018	
		9020	
		9021	
		9030	
		9031	
		9040	
		9041	
		9050	
		9051	
		9060	

Organisation de marché: légumes frais (système des deux phases; RS 916.121.10)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire kontingentes (tonnes) [1]
[1]	[1]	[1]	
		9061	
		9063	
		9064	
		9070	
		9071	
		9080	
		9081	
		0705. 1111	
		1118	
		1120	
		1121	
		1191	
		1198	
		1910	
		1911	
		1920	
		1921	
		1930	
		1931	
		1940	
		1941	
		1950	
		1951	
		1990	
		1991	
		2110	
		2111	
		2910	
		2911	
		2920	
		2921	
		2930	
		2931	
		2940	
		2941	
		2950	
		2951	
		2960	
		2961	
		2970	
		2971	
		0706 1010	
		1011	
		1020	
		1021	
		1030	

Organisation de marché: légumes frais (système des deux phases; RS 916.121.10)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire kontingentes (tonnes)
[1]	[1]	[1]	[1]
		1031	
		9011	
		9018	
		9021	
		9028	
		9030	
		9031	
		9040	
		9041	
		9050	
		9051	
		9060	
		9061	
		ex 9090	
		0707. 0010	
		0011	
		0020	
		0021	
		0030	
		0031	
		0040	
		0041	
		0050	
		0708 1010	
		1011	
		1020	
		1021	
		2010	
		2021	
		2028	
		2031	
		2038	
		2041	
		2048	
		2091	
		2098	
		9080	
		9081	
		0709. 1010	
		1011	
		2010	
		2011	
		2090	
		3010	
		3011	
		4010	

Organisation de marché: légumes frais (système des deux phases; RS 916.121.10)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire kontingentes (tonnes)
<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>
		4011	
		4020	
		4021	
		4090	
		4091	
		6011	
		6012	
		6090	
		7010	
		7011	
		7090	
		9011	
		9018	
		9020	
		9021	
		9030	
		9031	
		9040	
		9041	
		9050	
		9051	
		9060	
		9061	
		9070	
		9071	
		9080	
		9099	

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

[2] Dépassement du contingent tarifaire possible (cf. art. 7, RS 916.121.10)

Organisation de marché: légumes congelés (RS 916.121.10)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire kontingentes (tonnes)
<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>
16	Légumes congelés	0710. 2110 2291 3011 8011 9011	4,500

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

Organisation de marché: fruits frais (système des deux phases; RS 916.121.10)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire kontingentes (tonnes) [1]
[1]	[1]	[1]	[1]
17	Pommes, poires et coings, frais	0808. 1021 1022 1031 1032 2021 2022 2031 2032	15,800 [2]
18	Abricots, cerises, prunes et prunelles, frais	0809. 1011 1018 1091 1098 2010 2011 4012 4013 4015 4092 4093 4095	16,340 [2]
19	Autres fruits, frais	<i>ex</i> 0810. 1010 <i>ex</i> 1011 <i>ex</i> 2010 <i>ex</i> 2011 <i>ex</i> 2020 <i>ex</i> 2021 <i>ex</i> 2030 <i>ex</i> 3010 <i>ex</i> 3011 <i>ex</i> 3020	13,360 [2] [3]

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

[2] Dépassement du contingent tarifaire possible (cf art 7. RS 916.121.10)

[3] Sans les produits destinés à la transformation industrielle

Organisation de marché: fruits à cidre et produits de fruits (RS 916.132.12)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (tonnes)
[1]	[1]	[1]	[1]
20	Fruits pour la cidrerie et la distillation	0808. 1011 ex 2011	172
21	Produits à base de fruits à pepins (en équivalents de fruits à pepins)	2009. 7018 7021 7031 8028 8031 8041 9011 9031 9041 9051 9071 9081 2202. 9021 9051 9071 2206. 0011	244
29	<i>Pectine, non destinée à être amidifiée, hydrolysée, saponifiée, standardisée; contingent tarifaire autonome</i>	ex 1302. 2019 ex 2029	140
31	<i>Produits à base de fruits à pepins (en équivalents de fruits à pepins); contingent tarifaire autonome</i>	2009. 7018 7021 7031 8028 8031 8041 9011 9031 9041 9051 9071 9081 2202. 9021 9051 9071 2206. 0011	3,100

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

**Organisation de marché: blé dur, blé panifiable et céréales secondaires destinées
à l'alimentation humaine (RS 916.11.01)**

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (tonnes) <i>[1]</i>
<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>
26	Blé dur, non dénaturé	1001. 1031	110,000 [2]
27	Céréales panifiables	1001 9031 1002. 0031 1007 0021 1008 1021 2021 9021 9051	70,000 [2]
28	Céréales secondaires destinées à l'alimentation humaine	1003 0061 1004. 0031 1005. 9021	70,000

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

[2] Dépassement du contingent tarifaire possible (cf. art. 75, RS 916.111 01)

Organisation de marché: charcuterie (RS 916.341)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire kontingentes (tonnes)
<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>
06	Animaux de boucherie, viande produite principalement à base d'aliments concentrés, dont faisant partie de l'organisation de marché:		51,140
06.3	<i>Charcuterie</i>	1601. 0011 0021 0031	<i>2,900</i> <i>[2]</i>

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

[2] Quantité indicative au sens de l'art. 7, 2e al. de l'ordonnance sur le bétail de boucherie (RS 916.341)

Organisation de marché: vin, jus de raisin et moût de raisin (RS 916.140)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (hl) [1]
[1]	[1]	[1]	[1]
22	Jus de raisin	0806. 1021 2009. 6018 6021 6031 2202. 9018 9041	[2]
23	Vin blanc	2204. 2121 2921 2922	à partir du 1.1.1997 160'000 à partir du 1.1.1998 170'000 à partir du 1.1.1999 180'000 à partir du 1.1.2000 190'000
24	Vin rouge	2204. 2131 2141 2931 2932	à partir du 1.1.1997 1'540'000 à partir du 1.1.1998 1'530'000 à partir du 1.1.1999 1'520'000 à partir du 1.1.2000 1'510'000

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

[2] Le contingent douanier n'est pas administré, il n'y a pas de limitation quantitative

Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (tonnes)
<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>
32	<i>Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux, contingent tarifaire autonome pour les produits provenant de la CE</i>	2309. 1021 1029	6,000

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras



Organisation de marché: caséine acide (RS 916.355.3)

Numéro du contingent tarifaire	Désignation de la marchandise	Numéro(s) du tarif	Contingent tarifaire (tonnes)
<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>	<i>[1]</i>
08	Caséine acide	3501 1010	697 <i>[2]</i>

[1] Les indications qui s'écartent du tarif général sont imprimées en caractères italiques gras

[2] Importation selon un barème de prise en charge

*Cette page est vierge pour permettre d'assurer
la concordance dans la pagination des trois
éditions du RO.*

Ces pages sont vierges pour permettre d'assurer la concordance dans la pagination des trois éditions du RO.

Ordonnance fixant les prix de vente du blé indigène

Modification du 9 décembre 1996

Le Conseil fédéral suisse
arrête:

I

L'ordonnance du 19 septembre 1983¹⁾ fixant les prix de vente du blé indigène est modifiée comme suit:

Article premier

Les prix de vente du blé indigène sont fixés comme suit:

	Francs par 100 kg net franco gare du moulin, incl. 2 pour cent TVA
froment de la classe I	99.—
froment de la classe I ext	99.—
froment de la classe II	96.50
froment de la classe II ext	96.50
froment de la classe IV	94.—
froment de la classe V (météil compris)	92.—
épeautre en grain classe I	120.—
épeautre en grain classe II	113.—
seigle	95.—

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

9 décembre 1996

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Delamuraz

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

¹⁾ RS 916.111.414

Ordonnance fixant la contribution versée par la Confédération pour la laine indigène de la tonte d'automne 1996

du 27 novembre 1996

Le Département fédéral de l'économie publique,
vu les articles 3 et 5 de l'ordonnance du 7 juillet 1971¹⁾ concernant la mise en
valeur de la laine de mouton du pays,
arrête:

Article premier

Pour la laine de mouton non lavée de la tonte d'automne 1996, le montant de la
contribution versée par la Confédération est fixé comme suit:

Qualité	Fr. par kg
I unie	2.70
I de couleur mêlée	1.90
II	1.60
III	1.30

Art. 2

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} décembre 1996.

27 novembre 1996

Département fédéral de l'économie publique:
Delamuraz

N38896

RS 916.361.2

¹⁾ RS 916.361

Errata

Ordonnance concernant les conditions minimales de reconnaissance des écoles supérieures de droguerie

du 15 août 1996 (RS 412.117.0; RO 1996 2978)

Article 2

Au lieu de:

Art. 2 Enseignement des langues

¹ Les langues suivantes sont enseignées: la langue d'enseignement (allemand ou français) et une autre langue. L'enseignement comprend au moins 200 leçons.

² L'école détermine les langues d'enseignement.

Lire:

Art. 2 Enseignement des langues

¹ Les langues suivantes sont enseignées: la langue d'enseignement et une langue étrangère. L'enseignement comprend au moins 200 leçons.

² Lorsque seule une langue nationale est langue d'enseignement, la langue étrangère peut être une autre langue nationale.

³ L'école désigne une ou plusieurs langues nationales en tant que langue d'enseignement.

10 décembre 1996

Chancellerie fédérale

R38868

AS-1996-49 vom 17.12.1996 (S. 3095-3246)

RO-1996-49 du 17.12.1996 (p. 3095-3246)

RU-1996-49 del 17.12.1996 (p. 3095-3246)

In	Amtliche Sammlung
Dans	Recueil officiel
In	Raccolta ufficiale
Jahr	1996
Année	
Anno	
Band	1996
Volume	
Volume	
Heft	49
Cahier	
Numero	
Datum	17.12.1996
Date	
Data	
Seite	3095-3246
Page	
Pagina	
Ref. No	30 005 398

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.